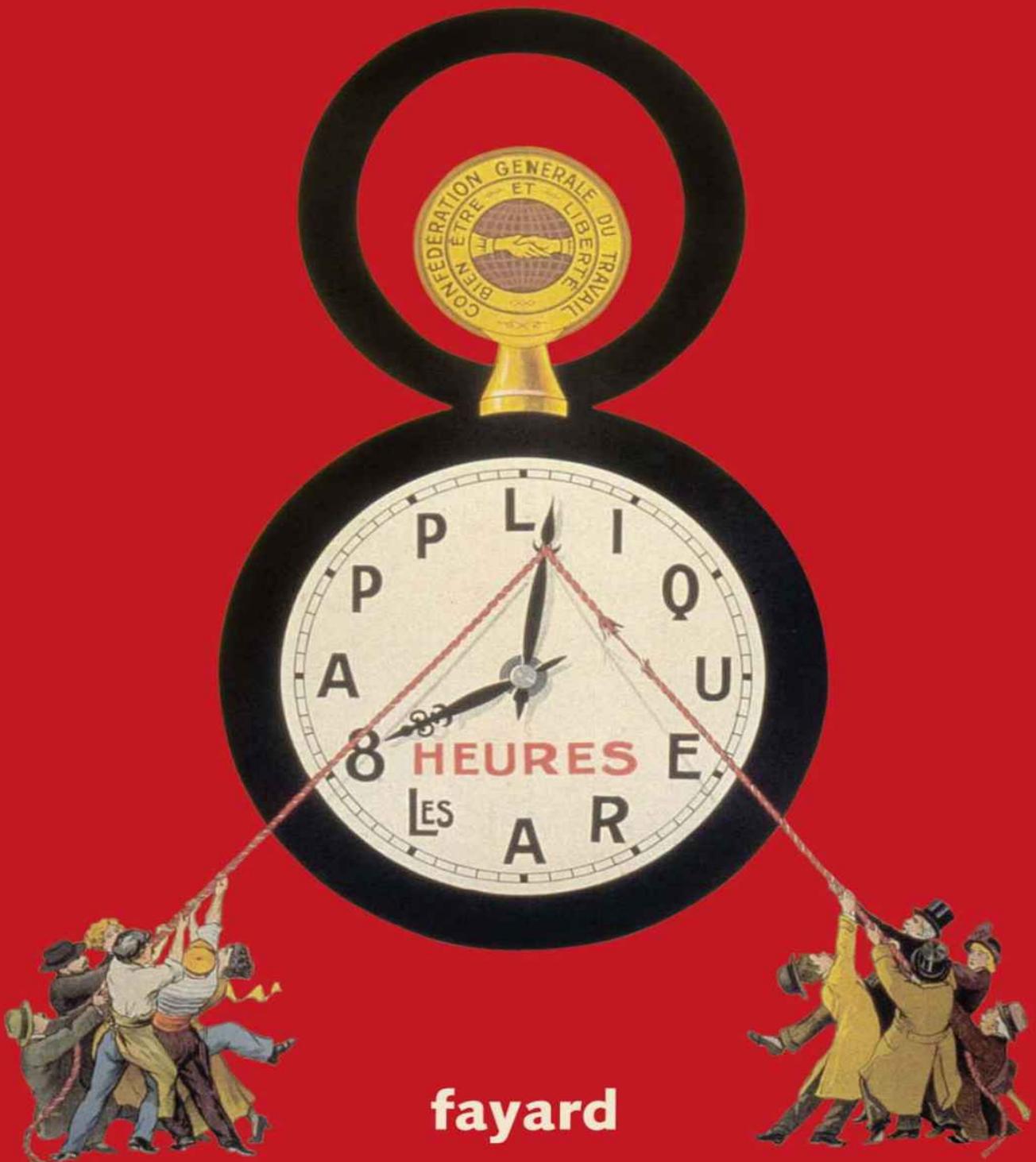


OLIVIER BESANCENOT
MICHAEL LÖWY

LA JOURNÉE DE TRAVAIL ET LE "RÈGNE DE LA LIBERTÉ"

(KARL MARX)



fayard

Olivier Besancenot
Michael Löwy

La journée de travail et le « règne de la liberté »

(K. Marx)

Introduction

I. Le « règne de la liberté » (Marx)

II. Marx et la lutte pour la réduction de la journée de travail

III. Un siècle et demi de luttes pour la réduction du temps de travail

IV. La bataille autour du temps de travail au XXI^e siècle

V. *Iségoria* (fable)

Fayard

2018

Introduction

Ce livre est à la fois une réflexion sur la pensée de Marx et une plongée dans les débats et affrontements actuels autour du temps de travail. Notre point de départ est une idée formulée par Marx dans le Livre III du *Capital* : *Le royaume de la liberté commence avec la réduction de la journée de travail*. L'œuvre de Marx a trop souvent fait l'objet de lectures positivistes, économicistes, académiques. Deux cents ans après la naissance de son auteur, il est temps de mettre en lumière sa formidable dimension humaniste et révolutionnaire. L'enjeu est, en dernière analyse, de montrer l'actualité des questions que Marx pose, leur importance pour nos combats d'aujourd'hui, leur force critique et visionnaire. C'est une pensée arsenal qui nous fournit des armes pour repousser et vaincre la brutale offensive néolibérale qui vise à étendre la journée de travail, repousser l'âge de la retraite et effacer les droits sociaux acquis depuis plus d'un siècle. Et pour résister à la religion bourgeoise du « travail » et de la « production » qui a trop souvent contaminé le mouvement ouvrier.

Il y a une dizaine d'années, notre ami Daniel Bensaïd écrivait : « Pourquoi les gains de productivité se traduisent-ils par davantage d'exclusion et de précarité, au lieu de servir à réduire le temps de travail contraint et de libérer un temps de participation civique et créative¹ ? » Cette question résume l'enjeu de notre recherche.

Le livre est composé de cinq chapitres :

- 1) le communisme comme règne de la liberté, c'est-à-dire la réflexion de Marx et de quelques marxistes sur la signification civilisationnelle du temps libre ;
- 2) la lutte pour la réduction du temps travail, telle que présentée au chapitre X, Livre I du *Capital* : ce que Marx appelle la « guerre civile larvée » entre le capital et le travail ;
- 3) le combat pour la réduction du temps de travail, depuis les martyrs de Chicago, pionniers de la lutte pour les trois « huit », jusqu'au e siècle ;
- 4) la lutte pour la réduction de la journée de travail aujourd'hui, face à l'offensive néolibérale ; la réduction est la seule réponse efficace au chômage, il y a une portée humaine, sociale et écologique du temps libre ;
- 5) une excursion utopique dans un avenir communiste émancipé, où les gens disposeraient enfin de temps libre : quelques images du « règne de la liberté ».

Il est évident que ce « règne » implique un changement radical, c'est-à-dire une *révolution*. À condition de comprendre, comme le soulignait Bensaïd, que celle-ci n'est pas un modèle préfabriqué, mais une *hypothèse stratégique* et un *horizon éthique* « sans lequel la volonté renonce, l'esprit de résistance capitule, la fidélité défaille, la tradition se perd² ».

Notre texte n'est ni une analyse universitaire, ni une brochure politique tournée uniquement vers les enjeux du présent. Il tente de combiner l'étude « philosophique » et historique de plusieurs textes de Marx, l'histoire des combats du passé et l'analyse des débats actuels, avant de conclure par une fiction « futuriste ».

Comme nos deux ouvrages précédents – sur Che Guevara et sur le marxisme libertaire –, celui-ci a été écrit à quatre mains. Nous nous sommes partagé les chapitres, mais chacun a lu et révisé ceux de l'autre. Nous rendons hommage à Marx, à l'occasion du bicentenaire de sa naissance, et à tous ceux qui ont donné leur vie pour ce combat profondément juste, socialement et moralement ; mais nous savons que des problèmes nouveaux se posent à chaque génération, qui ne peuvent être résolus uniquement en se référant aux écrits des pères fondateurs ou aux expériences de lutte du passé. Nous partageons le *pari mélancolique* de Daniel Bensaïd pour l'avenir communiste de l'humanité ; comme lui, nous sommes conscients que rien ne garantit des « lendemains qui chantent » : le présent a la forme d'une bifurcation, dont l'issue n'est pas donnée. Elle dépend de chacun de nous.

¹ D. Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 49.

² D. Bensaïd, *Le Pari mélancolique*, Paris, Fayard, 1997, pp. 290|291.

I.

« Le règne de la liberté » (Marx)

Le Règne de la Liberté. Etre ou avoir ?

Karl Marx écrivait rarement sur la société émancipée de l'avenir. Il s'intéressait de près aux utopies, mais se méfiait des versions trop normatives, trop contraignantes, bref, dogmatiques. Son objectif était, comme le rappelle avec pertinence Miguel Abensour, la transcroissance de l'utopie au communisme critique¹. En quoi celui-ci consiste-t-il ? Dans le Livre III du *Capital* – manuscrit inachevé, édité à titre posthume par Friedrich Engels en 1894 –, on trouve un passage essentiel, souvent cité, mais rarement analysé. Le mot « communisme » n'y n'apparaît pas, pourtant il s'agit bien de la société sans classes de l'avenir que Marx définit, et c'est là un choix hautement significatif qu'il la qualifie de « règne de la liberté », manière de rendre son expression *Reich der Freiheit* :

« Le règne de la liberté commence là où finit le travail déterminé par le besoin et les fins extérieures : par la nature même des choses, il est en dehors de la sphère de la production matérielle. [...] La liberté dans ce domaine ne peut consister qu'en ceci : l'être humain socialisé [*der vergesellschaftete Mensch*], les producteurs associés règlent rationnellement ce métabolisme [transformation, cycle matériel – *Stoffwechsel*] avec la nature, le soumettant à leur contrôle collectif, au lieu d'être dominés par lui comme par un aveugle pouvoir ; ils l'accomplissent avec les efforts les plus réduits possible, dans les conditions les plus dignes de leur nature humaine et les plus adéquates à cette nature. C'est au-delà de ce règne que commence le développement des puissances de l'être humain, qui est à lui-même sa propre fin, qui est le véritable règne de la liberté, mais qui ne peut s'épanouir qu'en s'appuyant sur ce règne de la nécessité. La réduction de la journée de travail est la condition fondamentale². »



Karl Marx, 1866 (The Fort. The London photographic comp. Margate /cc Wikicommons).

Le contexte où apparaît ce passage est intéressant. Il s'agit d'une discussion sur la productivité du travail. L'augmentation de la productivité permet, suggère l'auteur du *Capital*, non pas simplement d'élargir la richesse produite, mais aussi et surtout de réduire le temps de travail. La réduction du temps de travail apparaît donc comme prioritaire par rapport à une extension illimitée de la production de biens.

Marx distingue donc deux domaines de la vie sociale : le « règne de la nécessité » et le « règne de la liberté » : à chacun correspond une forme de liberté.

Commençons par examiner le premier, le règne de la nécessité, qui correspond à la « sphère de la production matérielle » et donc du travail « déterminé par le besoin et des fins extérieures ». La liberté existe aussi dans cette sphère, mais c'est une liberté limitée, prise dans le cadre des contraintes imposées par la nécessité : il s'agit du contrôle démocratique, collectif, des êtres humains « socialisés » sur leurs échanges matériels – leur « métabolisme » – avec la nature. En d'autres termes, ce dont Marx nous parle ici est la planification démocratique, c'est-à-dire la proposition essentielle que constitue le programme économique socialiste : la liberté signifie ici l'émancipation par rapport au pouvoir aveugle des forces économiques – le marché capitaliste, l'accumulation du capital, le fétichisme de la marchandise.

Certes, Marx n'ignore pas la domination qu'exercent les classes régnautes, l'oligarchie

bourgeoise, les banquiers et les monopolistes de tout poil. La liberté consiste aussi dans le renversement de leur pouvoir autocratique et parasitaire. Mais la domination la plus décisive est celle qu'exercent les puissances anonymes du système, les marchés financiers, l'argent, la marchandise, le capital en tant qu'ils manifestent et exercent un rapport aliéné et réifié. Le capitaliste lui-même, quels que soient sa richesse et ses privilèges parasitaires, n'est, comme le souligne Marx, que la « personnification » du capital et de ses contraintes. L'accumulation du capital est une sorte de dictature totalitaire qui s'exerce sur tous les domaines de la vie et qui détermine les destins des individus, condamnant les uns au chômage, les autres à la misère et tous à l'arbitraire d'une puissance « aveugle ».

Dans *L'Idéologie allemande* (1846), Marx observait que, dans la société bourgeoise, contrairement aux apparences, les individus ne sont pas plus libres que dans la société féodale, bien au contraire : « Sous la domination de la bourgeoisie [...], les individus sont naturellement moins libres parce qu'ils sont beaucoup plus subordonnés à une puissance objective³. »

Le sociologue Max Weber, qui n'avait rien de marxiste, reconnaît toutefois, dans la deuxième édition de son livre le plus important, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1920), que « le puissant cosmos de l'ordre économique moderne [...] détermine aujourd'hui, avec une force contraignante irrésistible, le style de vie de tous les individus qui naissent au sein de cette machinerie – et pas seulement de ceux qui gagnent leur vie en exerçant directement une activité économique⁴ ». De quel « ordre économique moderne » s'agit-il ? Un autre passage du même livre le dit explicitement : il s'agit de l'ordre économique capitaliste, qui fonctionne comme une sorte d'habitable d'acier enfermant les individus :

« L'ordre économique capitaliste actuel est un immense cosmos dans lequel l'individu est immergé en naissant et qui, pour lui, au moins en tant qu'individu, est donné comme un habitacle [*Gehäuse*] de fait et immuable dans lequel il lui faut vivre. Dans la mesure où l'individu est intriqué dans le réseau du marché, l'ordre économique lui impose les normes de son agir économique⁵. »

Contrairement à Weber, Marx ne croit pas du tout que l'ordre économique capitaliste est une fatalité « immuable » à laquelle on ne peut pas échapper. Il ne se situe pas, comme Weber, sur le terrain des « individus », mais sur celui des *classes sociales*. Toute sa réflexion sociale et politique est fondée sur le pari que les classes exploitées pourront briser les barreaux de cette « cage d'acier » et se *libérer* de la contrainte inexorable du système capitaliste et de ses « lois du marché ». Grâce à une réorganisation collectiviste de la vie sociale et économique, et une planification démocratique de la production, c'est-à-dire du « métabolisme » avec la nature, l'aliénation pourra être dépassée et la société accéder à une première forme de *liberté*. Elle pourra décider *librement, démocratiquement*, quelles sont les priorités de la production et de la consommation, quel sera le temps de travail nécessaire exigé de chaque personne, et quels sont les besoins urgents à satisfaire – tout en respectant les équilibres écologiques.

Comment distinguer les besoins authentiques des besoins artificiels, faux ou fabriqués ? Les deuxièmes sont ceux créés de toutes pièces par le système publicitaire. L'industrie de la publicité – qui exerce son influence sur les besoins par la manipulation mentale – a pénétré dans toutes les sphères de la vie humaine des sociétés capitalistes modernes au cours du ^e siècle. Tout est façonné selon ses règles, non seulement la nourriture et les vêtements, mais aussi des domaines aussi divers que le sport, la culture, la religion et la politique. La publicité a envahi nos rues, nos boîtes aux lettres, nos écrans de télévision, nos journaux et nos paysages d'une manière insidieuse, permanente et agressive.

Alors que la publicité est une dimension indispensable dans une économie de marché capitaliste, elle n'aurait pas sa place dans une société en transition vers le socialisme. Elle

serait remplacée par des informations sur les produits et services fournies par des associations de consommateurs. Le critère, pour distinguer un besoin authentique d'un besoin artificiel, serait sa permanence après la suppression de la publicité. Il est clair que pendant un certain temps les anciennes habitudes de consommation persisteront. Le changement des modèles de consommation est un processus historique et un défi éducationnel.

Le fétichisme de la marchandise incite à l'achat compulsif à travers l'idéologie et la publicité propres au système capitaliste. Rien ne prouve qu'il fasse partie de l'« éternelle nature humaine ». Comme Ernest Mandel l'a souligné, « l'accumulation permanente de biens de plus en plus nombreux (dont l'« utilité marginale » est en baisse) n'est nullement un trait universel ni permanent du comportement humain. Une fois les besoins de base satisfaits, les motivations principales évoluent : développement des talents et des penchants gratifiants pour soi-même, préservation de la santé et de la vie, protection des enfants, développement de relations sociales enrichissantes [...]».

Revenons au passage du livre III du *Capital*. Il est intéressant d'observer qu'il n'y est pas question de la « domination » de la société humaine sur la nature, mais de la maîtrise collective des échanges avec celle-ci : ce qui deviendra, un siècle plus tard, un des principes fondateurs de l'éco-socialisme. Le travail reste une activité imposée par la nécessité, en vue de la satisfaction des besoins matériels de la société ; mais il cessera d'être un travail aliéné, indigne de la nature humaine.

La deuxième forme de liberté, la plus radicale, la plus intégrale, celle qui correspond au « règne de la liberté », se situe au-delà de la sphère de la production matérielle et du travail nécessaire. Il existe cependant entre les deux formes de liberté un rapport *dialectique* essentiel : c'est grâce à une planification démocratique de l'ensemble de l'économie qu'on pourra donner une priorité au temps libre ; et, réciproquement, l'extension maximale de ce dernier permettra aux travailleurs de participer activement à la vie politique et à l'autogestion, non seulement des entreprises mais de toute l'activité économique et sociale, au niveau des quartiers, des villes, des régions, des pays. Le communisme ne peut pas exister sans une participation de toute la population au processus de discussion et de prise de décision démocratique, non pas, comme aujourd'hui, par un vote tous les quatre ou cinq ans, mais de manière permanente – ce qui n'empêche pas la délégation de pouvoirs. Grâce au temps libre, les individus pourront prendre en main la gestion de leur vie collective, qui ne sera plus laissée aux politiciens professionnels.

Dans plusieurs de ses écrits de jeunesse, comme les *Notes critiques sur Friedrich List* (1845), Marx semble plaider pour l'*abolition du travail* :

« Parler de travail libre, humain, social, de travail sans propriété privée, est une des plus grandes méprises qui soient. Le “travail” est par nature l'activité asservie, inhumaine, antisociale, déterminée par la propriété privée et créatrice de la propriété privée. Par conséquent, l'abolition de la propriété privée ne devient une réalité que si on la conçoit comme abolition du “travail”, abolition qui naturellement n'est devenue possible que par le travail lui-même, c'est-à-dire par l'activité matérielle de la société elle-même [...]. »

Il faut convenir que le sens de ce passage est passablement obscur. Le « travail » entre guillemets est-il le travail tout court ou le travail sous sa forme capitaliste ? Ou alors, au contraire, abolir le travail signifie abolir l'« activité matérielle de la société elle-même » ? Mais comment une société pourrait-elle subsister sans « activité matérielle » ?

Dans *Le Capital*, ce type de proposition a disparu. Le « règne de la liberté », l'utopie communiste libertaire de Marx, ne peut exister qu'en s'appuyant sur ce règne de la nécessité ; il n'est donc pas question d'« abolir le travail », mais de le réduire. Le règne de

la liberté commence au moment de la journée où finit le travail nécessaire : la réduction de la journée de travail est donc la condition fondamentale de la vraie liberté humaine, du temps libre, durant lequel les êtres humains pourront développer toutes leurs potentialités, par des activités dont le seul objectif est l'épanouissement humain. La diminution du temps dédié au travail paraît donc, selon Marx, être la prémisse matérielle essentielle pour la réalisation de l'objectif ultime du communisme : la libre disposition du temps pour des activités qui ne sont plus un moyen – pour la satisfaction de besoins matériels – mais une fin en soi.

Cette célébration du temps libre ne signifie pas, bien entendu, que Marx méprise le travail nécessaire, qu'il veut rendre digne et non aliéné ; d'ailleurs, certaines formes de libre activité peuvent être considérées comme une sorte de « travail » : faire de la théorie ou créer une œuvre d'art ; si elles appartiennent au « royaume de la liberté », c'est parce qu'aucune contrainte extérieure ne les détermine.

Il est intéressant de comparer les deux conceptions de la liberté chez Marx avec les deux conceptions de la liberté dans le libéralisme bourgeois. Sa formulation classique se trouve dans une conférence de 1958 d'Isaiah Berlin, brillant – mais très réactionnaire – philosophe britannique d'origine russe. Partant des idées de Thomas Hobbes, John Locke et de John Stuart Mill, Berlin distingue deux conceptions de la liberté : la liberté *négative* est l'absence d'entraves ou de coercition sur l'individu ; la liberté *positive* est la possibilité de réalisation de soi, de mener à bien une action désirée. Il existe une certaine analogie formelle entre ces deux conceptions et celles de Marx ; mais, contrairement à Berlin, l'auteur du *Capital* a une approche *matérialiste* : dans sa première conception de la liberté, il perçoit non seulement les contraintes politiques, légales et institutionnelles, mais aussi et surtout celles imposées par la réalité matérielle du capitalisme, invisibles dans le discours libéral. Et sa vision de la liberté en tant que réalisation de soi part elle aussi de l'émancipation par rapport aux contraintes matérielles, le « travail nécessaire ». En outre, la démarche de Marx est, comme nous l'avons vu, *dialectique* : il n'oppose pas, de forme métaphysique, deux essences de la liberté, mais montre comment la première – la planification démocratique – est la condition même de la deuxième – le temps libre –, et vice-versa. Comme l'observe à juste titre Antoine Artous, définir une perspective d'émancipation à travers une dialectique du temps de travail et du temps libre « suppose donc d'émanciper la production de la domination du travail afin de l'organiser de façon rationnelle⁷ ».

Un des commentaires marxistes sur le temps libre les plus intéressants, et très proche, dans son esprit, des écrits de Marx, se trouve chez Dionys Mascolo. Résistant, militant communiste de 1946 à 1949, engagé dans le combat anticolonialiste, Mascolo est l'auteur, avec Maurice Blanchot et le surréaliste Jean Schuster, du célèbre *Manifeste des 121* (1960) invoquant le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie. Communiste dissident et sans parti, voici ce qu'il écrit sur la libre disposition du temps dans son livre *Le Communisme* (1953) :

« La seule fin du mouvement communiste, c'est de donner du temps aux hommes. C'est de leur donner du temps, ou de leur faire gagner du temps, ou de leur laisser du temps, ou de leur redonner le temps, ou de leur donner les moyens de *prendre leur temps*, comme on voudra. Et rien de plus. Et sans se demander à l'avance, et sans leur demander à l'avance de dire à quoi ils l'emploieront. Il est inutile de citer ici les textes de Marx qui donnent précisément au travail révolutionnaire ce sens. » [...]

Et Dionys Mascolo d'en venir à rappeler la réduction de la journée de travail telle que formulée par Marx, qui n'a jamais été mise en œuvre comme telle dans aucune société capitaliste, les mesures prises n'ayant eu que « la portée d'une amélioration superficielle, et non définitive, d'un soulagement qui ne guérit pas le mal ».

Et de conclure que la réduction de la journée de travail « est encore, pour le régime de la dictature du prolétariat, le premier objectif à atteindre, et la plus certaine assurance qu'il puisse donner de son authenticité révolutionnaire. Si l'homme est une marchandise, s'il est traité comme une chose, si les rapports généraux des hommes entre eux sont des rapports de chose à chose, c'est qu'il est possible d'acheter son temps. Encore une fois, il n'est permis à personne de demander ici à quoi l'homme disposant de son temps pourra bien l'employer. Il n'est pas possible que le temps d'un homme librement employé soit un temps "mal employé". *L'achat du temps est le seul mal*⁸. »

On peut mettre en question tel ou tel aspect de cet argument, mais Mascolo est un des rares marxistes à avoir compris le temps libre comme l'objectif ultime du mouvement communiste. Ce n'est pas un hasard s'il se réfère, dans une note en bas de page, au passage du tome III du *Capital* dont nous nous occupons ici.

Ernst Bloch, dans son monumental *Le Principe espérance (Das Prinzip Hoffnung, 3 vol., 1954-1959)*, suggère que le projet communiste du temps libre s'inspire du mode de vie des sociétés pré-modernes, dont le souvenir est présent dans les fêtes populaires : « Les Saturnales de tous les peuples sont animées du souvenir vivace d'un Âge d'or, autrement dit de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des *gentes* du communisme primitif⁹. »

*

Le privilège accordé par Marx à la libre « auto-activité » de l'« être humain socialisé » est une rupture radicale avec la religion bourgeoise du travail, dont la manifestation la plus sinistre, ou cynique, a été la devise fixée au portail d'Auschwitz : *Arbeit macht frei* (« Le travail rend libre »). Cette religion capitaliste du travail a son origine, comme l'a bien montré Max Weber, dans l'éthique protestante, qui expliquait aux ouvriers que « le travail consciencieux, fût-ce pour de bas salaires, de la part de quelqu'un à qui la vie n'a pas offert d'autre chance, est une chose qui plaît infiniment à Dieu ». La prédication de théologiens protestants du ^e siècle comme Richard Baxter, prônant le travail comme devoir envers Dieu, « est un exemple typique de la *manière dont* l'ascèse éduquait les masses au travail – soit, en termes marxistes, à la production de la "plus-value" – rendant ainsi *tout simplement possible* leur mise en valeur dans le rapport de travail capitaliste [...]. Le temps libre, le temps sans travail, était défini comme "temps gaspillé" et dénoncé comme "le premier et le plus grave, en son principe, des pêchés¹⁰" ».

Or, observe Weber, les ouvriers offraient « une résistance infiniment coriace » à cette pression bourgeoise, même quand elle était accompagnée de promesses monétaires (travailler plus pour gagner plus, en quelque sorte, longtemps avant cette formulation), parce que « le supplément de gain attirait moins que la réduction du travail ». Fidèle à l'esprit du travail pré-capitaliste, l'ouvrier ne voulait pas « gagner de l'argent et encore de l'argent, mais simplement vivre, vivre comme il a l'habitude de vivre, et acquérir ce qui est nécessaire à cette fin¹¹ ».

Cependant, au cours du temps, la force de l'idéologie bourgeoise du travail fut telle qu'elle contamina une partie du mouvement ouvrier et socialiste, à commencer par la social-démocratie – mais aussi, sous une autre forme, le stalinisme : il suffit de penser au stakhanovisme ou aux sinistres camps de « rééducation par le travail » du Goulag. Walter Benjamin a été un des premiers marxistes à critiquer cette contamination sous sa forme sociale-démocrate. Dans sa Thèse XI *Sur le concept d'histoire* (1940), il écrit :

« Rien ne fut plus corrompueur pour le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant, le sens où il croyait nager. De là il n'y avait qu'un pas à franchir pour s'imaginer que le

travail industriel, situé dans la marche du progrès technique, représentait une performance politique. Avec les ouvriers allemands, sous une forme sécularisée, la vieille éthique protestante de l'ouvrage célébrait sa résurrection. Le programme de Gotha¹² porte déjà les traces de cette confusion. Il définit le travail comme la "source de toute richesse et de toute culture". À quoi Marx, pressentant le pire, objectait que l'homme qui ne possède que sa force de travail ne peut être que l'"esclave d'autres hommes [...] qui se sont faits propriétaires". Cependant, la confusion se répand de plus en plus et bientôt Josef Dietzgen¹³ annonce : "Le travail est le Sauveur du monde moderne. Dans [...] l'amélioration du travail [...] réside la richesse, qui peut maintenant apporter ce que n'a réussi jusqu'à présent aucun rédempteur." Cette conception du travail, caractéristique d'un marxisme vulgaire, ne s'attarde guère à la question de savoir comment les produits de ce travail servent aux travailleurs eux-mêmes aussi longtemps qu'ils ne peuvent en disposer. Il ne veut envisager que les progrès de la maîtrise sur la nature, non les régressions de la société. Il préfigure déjà les traits de cette technocratie qu'on rencontrera plus tard dans le fascisme. Notamment une notion de nature qui rompt de façon sinistre avec celle des utopies socialistes d'avant 1848. Tel qu'on le conçoit à présent, le travail vise à l'exploitation de la nature, exploitation qu'avec une naïve suffisance l'on oppose à celle du prolétariat¹⁴. »

Walter Benjamin s'appuie donc sur Marx – mais aussi sur les utopistes socialistes du 19^e siècle, notamment Charles Fourier – pour rejeter l'idéologie du « progrès » linéaire – le confortable courant dans lequel la social-démocratie allemande croyait pouvoir nager – et sur le culte technocratique bourgeois du travail, qui n'est qu'une version sécularisée de l'éthique protestante. Dans sa critique du « marxisme vulgaire » des Dietzgen et autres idéologues sociaux-démocrates, il remet aussi en question la doctrine du travail comme « exploitation de la nature » – une critique qui correspond tout à fait à un des arguments de Marx dans le *Capital*.

Loin d'opposer, avec une « naïve suffisance », l'exploitation du prolétariat à celle de la nature, Marx met en évidence, à propos de l'agriculture capitaliste, l'association intime des deux exploitations :

« Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, est un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du Nord de l'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce processus de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en sapant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur¹⁵. »

Plusieurs aspects sont notables dans ce texte : tout d'abord, l'idée que le progrès peut être destructif, un « progrès » dans la dégradation et la détérioration de l'environnement naturel. L'exploitation et l'abaissement des travailleurs et de la nature sont ici mis en parallèle, comme résultats de la même logique prédatrice, celle de la grande industrie et de l'agriculture capitalistes.

Il est très intéressant de noter que cette thématique est aussi abordée dans le tome I du *Capital*, en rapport direct avec la question de *la journée de travail* :

« La limitation du travail manufacturier a été dictée par la nécessité, par la même nécessité qui a fait répandre le guano sur les champs d'Angleterre. La même cupidité aveugle qui épuise le sol attaquait jusqu'à sa racine la force vitale de la nation. [...] Dans sa passion aveugle et démesurée, dans sa glotonnerie de travail, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite

physiologique extrême de la journée de travail. [...] Et il atteint son but en abrégant la vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité¹⁶. »

Cette association directe entre exploitation du prolétariat et celle de la terre ouvre le champ d'une réflexion sur l'articulation entre lutte de classes – notamment la lutte pour la réduction de la journée de travail – et lutte en défense de l'environnement, dans un combat commun contre la domination du capital.

De nos jours, l'idéologie bourgeoise du travail prend deux formes complémentaires : 1) le discours réactionnaire du « travailler plus pour gagner plus », véritable escroquerie sociale et politique dont le seul objectif est d'intensifier l'exploitation du et par le travail ; 2) le culte superstitieux de la « croissance créatrice d'emplois », partagé par la droite néolibérale et la « gauche » sociale-libérale, sans oublier de larges secteurs de la bureaucratie syndicale. Or, non seulement la « croissance » illimitée est une impossibilité écologique – due aux limites de la planète, dont les capacités sont déjà largement entamées par le productivisme capitaliste –, mais seule une réorganisation rationnelle de l'économie mettrait en avant la satisfaction des besoins sociaux, par l'extension des services publics – éducation, santé, transports, culture – et par l'intensification d'une production agricole et vivrière organique, plutôt que par l'« expansion » à l'infini de la production/consommation de biens inutiles et/ou nuisibles et/ou écocides. Dans la société éco-communiste de l'avenir, les apiculteurs remplaceront les usines d'insecticides, les écoles se substitueront aux agences de publicité et les panneaux solaires occuperont la place des centrales thermiques (charbon). Sa devise sera : « Travailler moins pour vivre plus ».

Est-ce à dire que Marx partage la démarche de son gendre – le mari de sa fille Laura – et disciple – mal aimé – Paul Lafargue, auteur du célèbre pamphlet *Le Droit à la paresse* (1880) ? Les deux hommes partagent un même refus de la religion bourgeoise du travail, même si Lafargue insiste plus que Marx sur la responsabilité des ouvriers dans leur misère :

« Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. [...] Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture [...]. Travaillez, travaillez, prolétaires, pour agrandir la fortune sociale et vos misères individuelles, travaillez, travaillez, pour que, devenant plus pauvres, vous ayez plus de raisons de travailler et d'être misérables. Telle est la loi inexorable de la production capitaliste¹⁷. »

La proposition de Lafargue de réduire la journée de travail quotidienne à trois heures n'est pas si éloignée des idées de Marx. En revanche, il est peu probable que celui-ci considère, comme son gendre, que l'objet du temps libre doit être de permettre aux travailleurs de « fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit ». Certes, rien n'indique que l'auteur du *Capital* considérait la paresse, l'oisiveté et la « fainéantise » comme des péchés mortels ou un déficit moral ; simplement, il avait une conception plus *active*, créatrice et inventive du « règne de la liberté »...

*

Il y a un lien profond entre cette problématique du règne de la liberté et celle, esquissée dans les *Manuscrits de 1844*, sur l'opposition entre l'*être* – le développement des potentialités humaines, l'« auto-activité¹⁸ » humaine – et l'*avoir*, l'accumulation de possessions, l'appropriation obsessionnelle d'argent et de biens. Le communisme, en tant que règne de la liberté, est fondé sur la priorité du premier sur le deuxième, en inversant la

logique aliénée imposée par le capitalisme, logique selon laquelle « moins tu *es*, moins tu manifestes ta vie, plus tu *possèdes*, plus ta vie *aliénée* grandit, plus tu accumules ton être aliéné ». L'économie politique bourgeoise pousse jusqu'aux dernières conséquences cette logique capitaliste perverse : « Le renoncement à soi-même, le renoncement à la vie et à tous les besoins humains est sa thèse principale. Moins tu manges, tu bois, tu achètes de livres, moins tu vas au théâtre, au bal, au cabaret, moins tu penses, tu aimes, tu fais de la théorie, moins tu chantes, tu parles, tu fais de l'escrime, etc., plus tu *épargnes*, plus tu augmentes ton trésor [...], ton *capital*. [...] Tout ce que l'économiste te prend de vie et d'humanité, il te le remplace en *argent* et en *richesse*¹⁹. »

L'argument est quelque peu différent de celui du *Capital*. En 1844 Marx inclut dans ce qui constitue l'*être* – c'est-à-dire la vie et l'humanité des humains – trois éléments constitutifs : 1) la satisfaction des besoins essentiels (boire, manger) ; 2) la satisfaction des besoins culturels : aller au théâtre, au cabaret, acheter des livres. Il faut noter qu'il s'agit, pour ces deux catégories, d'actes de consommation vitale, et non d'accumulation de biens (tout au plus les livres !) et encore moins d'accumulation d'argent. L'inclusion des besoins culturels est déjà une protestation implicite contre le capitalisme, qui veut limiter la consommation de l'ouvrier à ce qui permet uniquement sa survie élémentaire : le boire et le manger. Pour Marx, l'ouvrier, comme tous les êtres humains, a besoin d'aller au théâtre et au cabaret, de lire des livres, de s'éduquer, de s'amuser ; 3) l'« auto-activité » humaine : penser, aimer, faire de la théorie, chanter, parler, faire de l'escrime, etc. Cette liste est fascinante par sa diversité, par son caractère à la fois sérieux et ludique et par le fait qu'elle inclut à la fois l'essentiel – penser, aimer, parler – et le « luxe » : chanter, faire de la théorie, pratiquer l'escrime... Ce que tous ces exemples ont en commun, c'est leur caractère *actif* : l'individu ici n'est plus consommateur, mais *acteur*. Bien entendu, on pourrait ajouter beaucoup d'autres exemples d'activité humaine, individuelle ou collective, artistique ou sportive, ludique ou politique, érotique ou culturelle, mais les exemples choisis par Marx ouvrent une large fenêtre sur le « règne de la liberté ». Certes, la distinction entre ces trois moments n'est pas absolue, manger et lire des livres sont aussi des activités. Il s'agit de trois manifestations de la vie – l'*être* – face à ce qui est au cœur de la société bourgeoise : l'*avoir*, la propriété, l'accumulation, et, en particulier, l'accumulation monétaire, la forme la plus aliénée et réifiée de l'*avoir*. Ce que Marx ajoute, dans le *Capital*, Livre III, à cet argument de 1844 est le fait que l'auto-activité humaine – le troisième moment dont il est question dans les *Manuscrits économique-philosophiques* – exige, pour pouvoir s'épanouir, du *temps libre*, du temps obtenu par la réduction des heures de « travail nécessaire ». Cette réduction est donc la clé qui ouvre la porte vers le « royaume de la liberté », qui est aussi le « royaume de l'être ».

On trouve des réflexions importantes – directement inspirées par les *Manuscrits de 1844* – sur l'opposition entre « être » et « avoir » dans les écrits freudo-marxistes du philosophe et psychanalyste Erich Fromm. Juif allemand antifasciste émigré aux États-Unis, Fromm publie en 1976 le livre *Avoir ou être. Un choix dont dépend l'avenir de l'homme*, qui compare deux formes opposées d'existence sociale : le *mode avoir* et le *mode être*. Dans le premier, ma propriété constitue mon identité : aussi bien le sujet que l'objet sont réifiés (chosifiés). On se ressent soi-même comme une marchandise, et le « ça » possède le « moi ». L'avidité possessive est la passion dominante. Or, insiste Fromm, la cupidité, contrairement à la faim, n'a pas de point de satiété, sa satisfaction ne remplit pas le vide intérieur²⁰.

Qu'est-ce donc le *mode être* ? Fromm cite un passage de Marx dans les *Manuscrits de 1844* :

« Partons de l'idée que l'*être humain* est un *être humain* et que sa relation au monde est une relation humaine. L'amour, alors, ne peut être échangé que contre l'amour, la confiance que contre la confiance. »

Le *mode être*, explique Fromm, est un mode *actif*, où l'être humain exprime ses facultés, ses talents, la richesse de ses dons ; être actif signifie ici « se renouveler, se développer, déborder, aimer, transcender la prison du moi isolé ; c'est être intéressé, attentif ; c'est donner ». Le mode être est le *socialisme*, non dans sa version social-démocrate ou soviétique (stalinienne), réduite à une aspiration de consommation maximale, mais selon Marx : « auto-activité » humaine. Bref, conclut Fromm citant encore Marx dans le Livre III du *Capital*, le socialisme, c'est le royaume de la liberté dont le but est le « développement de la puissance humaine comme fin en soi²¹ ».

Dans son célèbre *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* (1967) – livre qui a marqué les esprits en mai 1968 –, le situationniste Raoul Vaneigem écrivait cette sentence provocatrice et sans appel : « Ceux qui parlent de révolution et de lutte des classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. » L'argument de Marx est important précisément parce qu'il nous parle de la révolution et du communisme du point de vue d'un changement profond de la vie quotidienne, dont une partie de plus en plus large sera libérée des contraintes et vouée à des formes d'« auto-activité » – parmi lesquelles l'amour, l'érotisme, le plaisir des sens occupent une place essentielle.

L'établissement de ce *règne communiste de la liberté* ne signifie pas, surtout pendant la période de transition, que les conflits seront inexistantes : entre les besoins de protection environnementale et les besoins sociaux, entre les obligations en matière d'écologie et la nécessité de développer les infrastructures de base, notamment dans les pays pauvres, entre des habitudes populaires de consommation et le manque de ressources. Une société sans classes sociales n'est pas une société sans contradictions ni conflits. Ces derniers sont inévitables : ce sera le rôle de la planification démocratique, dans une perspective éco-socialiste libérée des contraintes du capital et du profit, de les résoudre grâce à des discussions ouvertes et pluralistes conduisant la société elle-même à prendre les décisions. Une telle démocratie, commune et participative, est le seul moyen, non pas d'éviter de faire des erreurs, mais de les corriger par la collectivité sociale elle-même.

S'agit-il d'une utopie ? Au sens étymologique – « quelque chose qui n'existe nulle part » –, oui, certainement. Pourtant, les utopies, c'est-à-dire les visions d'un monde alternatif, les images d'une société différente, ne sont-elles pas une caractéristique nécessaire à tout mouvement visant à défier l'ordre établi ?

*

Le combat pour la réduction de la journée de travail commence dès les origines du capitalisme industriel moderne. Le temps libre qu'arrache l'ouvrier par sa lutte est à la fois une conquête sociale concrète et immédiate, et une préfiguration de l'avenir émancipé. Il est porteur d'une dynamique libertaire qui entre, de plus en plus, en contradiction avec la logique même du système capitaliste. Il fait partie de ce que Léon Trotsky désignait comme une « revendication transitoire », c'est-à-dire une de ces revendications qui peuvent unir toute la classe laborieuse dans un combat commun immédiat, mais qui tendent, par leur extension, à mettre en question les fondements de l'ordre bourgeois. Chaque heure de vie gagnée par le travailleur sur le capital est une avancée de la liberté humaine, une victoire contre la dictature du capital, une brèche ouverte dans les murs de la prison usine, un grain de sable dans les engrenages de l'esclavage salarié. C'est aussi la principale, la plus efficace, la plus concrète façon de lutter contre le chômage : si ceux qui ont un emploi travaillent moins (à salaire égal), il y aura du travail pour tous. Nous y reviendrons plus loin.

En d'autres termes : le combat pour la réduction de la journée de travail fait partie de ce

qu'Ernst Bloch appelait la « marche debout de l'humanité », il est un premier pas sur le long chemin, semé d'obstacles, de reculs et de victoires partielles, vers le « règne de la liberté ». Certes, le temps libre dans les limites du capitalisme est un temps souvent manipulé par les puissances marchandes, un temps contrôlé, domestiqué, aliéné, corrompu. Du point de vue capitaliste, les « activités de loisirs » – ou plutôt, comme les appelle Erich Fromm, les « passivités de loisir » – n'ont qu'une seule fonction : la consommation, l'achat d'un maximum de marchandises, le *shopping* permanent. Les centres commerciaux, les *shopping malls*, ces tristes cathédrales de la religion consumériste, sont l'expression matérielle la plus visible de cette névrose obsessionnelle de l'acquisition. Mais, comme le montre l'histoire du mouvement ouvrier, le temps libre ne contient pas moins le potentiel d'une auto-affirmation du travailleur, dans la vie quotidienne, dans l'amour, dans l'auto-organisation, dans la lutte. Ce n'est donc pas étonnant si le combat pour la réduction du temps de travail a été un chapitre si important dans la lutte des classes moderne – et un chapitre essentiel dans le premier livre du *Capital* de Marx.

-
1. Miguel Abensour, *Utopiques IV. L'histoire de l'utopie et le destin de sa critique*, Paris, Sens & Tonka, 2016.
 2. Cité d'après Karl Marx, *Morceaux choisis*, traduction d'Henri Lefebvre et de Norbert Gutermann, Paris, Gallimard, 1934, pp. 234-235. Traduction légèrement modifiée par nous, voir K. Marx, F. Engels, *Werke*, vol. 25, Berlin, Dietz Verlag, 1968, p. 828.
 3. K. Marx, F. Engels, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1970, Première Partie, « Feuerbach », p. 133.
 4. Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. Jean-Pierre Grossein, Paris, Gallimard, 2003, p. 252.
 5. *Ibid.*, p. 110.
 6. E. Mandel, *Power and Money*, Londres, Verso, 1991, p. 206.
 7. A. Artous, *Travail et émancipation sociale. Marx et le travail*, Paris, Syllepse, 2003, p. 146.
 8. Dionys Mascolo, *Le Communisme. Révolution et communication ou la dialectique des valeurs et des besoins*, Paris, Gallimard, 1953, p. 504.
 9. Ernst Bloch, *Le Principe Espérance, II. Épures d'un monde meilleur*, Paris, Gallimard, 1982, p. 554.
 10. Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, trad. J.-P. Grossein, 2003, pp. 202, 245-247.
 11. *Ibid.*, p. 39.
 12. Allusion au programme de lois sociales, but de l'action politique à venir, adopté à l'issue du Congrès qui se tint à Gotha en 1875 et qui vit la création du Parti socialiste ouvrier allemand, résultante d'un compromis entre les partisans de Marx et ceux de Ferdinand Lassalle.
 13. Joseph Dietzgen (1828-1888), ouvrier allemand, émigré aux États-Unis puis en Russie, un temps installé comme tanneur avant de devenir rédacteur de livres et d'articles, a fréquenté les milieux révolutionnaires allemands avant 1848. Il s'est lié avec Karl Marx à la fin de sa vie. Il fut un penseur influent de la social-démocratie allemande.
 14. W. Benjamin, *Sur le concept d'histoire*, traduction de Michael Löwy. Cf. M. Löwy, *Walter Benjamin, avertissement d'incendie*, Paris, Puf, 2001, pp. 83-84.
 15. K. Marx, *Le Capital*, Livre I, trad. de J. Roy, Paris, Garnier-Flammarion, 1969, p. 363 ; traduction revue et corrigée d'après l'original allemand.
 16. K. Marx, *Le Capital*, Livre I, trad. J. Roy, *op. cit.*, pp. 183-200.
 17. Paul Lafargue, *Le Droit à la paresse*, Paris, Mille et une nuits, 1997, p. 25.
 18. Le terme *selbsttätigkeit*, littéralement « auto-activité », qui sert à désigner l'autonomie qui doit être celle des hommes, c'est-à-dire l'activité humaine autonome, apparaît déjà dans *Le Manifeste communiste*.
 19. K. Marx, *Manuscrits de 1844. Économie politique et philosophie*, trad. Émile Bottigelli, Paris, Éditions sociales, 1962, p. 103.
 20. Erich Fromm, *Avoir ou être. Un choix dont dépend l'avenir de l'homme*, Paris, Robert Laffont, 1978, pp. 18, 135, 172.
 21. E. Fromm, *Avoir ou être, op. cit.*, pp. 109, 117, 182-183.

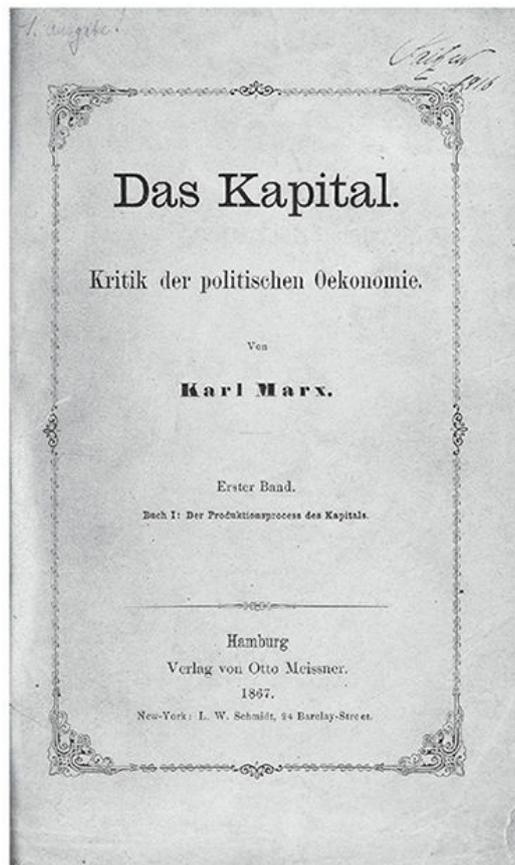
II.

Marx et la lutte pour la réduction de la journée de travail

Le Capital, *Livre I, chapitre X*,
« *La journée de travail* »

Il y a cent cinquante ans, en 1867, paraissait le premier Livre du *Capital* de Karl Marx, œuvre qui a joué un rôle déterminant dans la formation de la culture du mouvement ouvrier moderne. Mais c'est aussi une œuvre qui n'a pas cessé d'être victime de lectures réductionnistes et dogmatiques, en opposition à la lettre et à l'esprit du livre. Passons brièvement en revue quelques-unes de ces interprétations, qui semblent s'inspirer des méthodes attribuées aux indigènes Jivaros, les célèbres « réducteurs de têtes ».

1) Pour la plupart des « marxistes orthodoxes » de la II^e Internationale – Gueorgui Valentinovitch Plekhanov (1856-1918) et Karl Kautsky (1854-1938), pour ne mentionner que deux illustres exemples –, l'histoire du capitalisme décrite dans *Le Capital* est un modèle



Das Kapital, livre I : « Le procès de production du capital », dans l'édition de 1867, aux éditions Otto Meissner, conservé à la Bibliothèque centrale de Zürich.

universel, destiné à se reproduire, à peu de choses près, dans tous les pays du monde – à commencer par la Russie. Or, en novembre 1877, Marx avait affirmé le contraire dans une lettre qu'il avait adressée à la revue russe *Otetchestwennie Zapiski* (« Annales de la patrie »), par laquelle il répondait aux critiques du populiste russe Mikhaïlovski sur *Le Capital*. Dans cet important document, Marx s'était élevé contre la tentative de présenter son « esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale » comme une

« théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés ».

Cet avertissement fut oublié, ou ignoré, par ses disciples « orthodoxes », qui se dressèrent contre la révolution d'Octobre au nom des « lois de l'Histoire » prétendument gravées dans le marbre du *Capital*. À tel point que le jeune Antonio Gramsci, déjà sympathisant des bolcheviks, a pu – à tort – croire qu'Octobre 1917 était « une révolution contre *Le Capital* » ! Dans l'article qu'il fait paraître sous ce titre dans le journal socialiste italien *Avanti* en janvier 1918, le futur fondateur du Parti communiste italien écrit :

« La révolution des bolcheviks [...] est la révolution contre *Le Capital* de Karl Marx. *Le Capital* était, en Russie, le livre des bourgeois plus que des prolétaires. C'était la démonstration critique qu'il y avait en Russie une nécessité fatale à ce que se formât une bourgeoisie, à ce que s'inaugurât une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat pût seulement penser à sa revanche, à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont dépassé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler, selon les canons du matérialisme historique. Les bolcheviks renient Karl Marx, ils affirment, en s'appuyant sur le témoignage de l'action développée, des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inflexibles qu'on aurait pu le penser et qu'on l'a effectivement pensé.

« Et pourtant, les bolcheviks [...] vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, [...] et qui pose toujours comme principal facteur de l'histoire, non pas les faits économiques bruts, mais l'homme, mais la société des hommes qui se rassemblent entre eux, se comprennent entre eux, développent à travers ces contacts (civilisation) une volonté sociale, collective, et comprennent les faits économiques, les jugent, les adaptent à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci devienne le moteur de l'économie, formatrice de la réalité objective, qui vit, se meut et acquiert des caractères de matière tellurique en ébullition, qui peut être canalisée là où il plaît à la volonté, comme il plaît à la volonté¹. »

Le volontarisme du jeune Gramsci était excessif, et son opposition entre l'action des bolcheviks et *Le Capital*, ou entre les « canons du matérialisme historique » et la pensée de Marx était bien discutable, mais il n'avait pas moins saisi quelque chose d'essentiel : l'histoire, pour Marx, est faite par les êtres humains et non pas par les lois de l'économie...

Bien entendu, Marx s'intéresse aux lois de l'économie capitaliste, et l'objectif du *Capital* est, comme il l'écrit dans la Préface à la première édition (1867), d'étudier le « mode de production capitaliste et les rapports de production et d'échange qui lui correspondent ». Mais la constitution de ces « rapports de production » est inséparable à ses yeux du processus de *lutte des classes*. Réduire les trois livres du *Capital* à des calculs savants sur la chute tendancielle du taux de profit, comme le font tant d'économistes marxistes encore de nos jours, en négligeant le conflit social et le processus historique, c'est une vision étriquée et réductionniste.

2) Souvent liée à cette lecture economiciste, l'interprétation du *Capital* est menée en tant qu'il serait une œuvre purement « scientifique », conformément au modèle positiviste des sciences de la nature, débarrassée de jugements moraux ou de partis pris « idéologiques »². Cette approche, qui a elle aussi ses origines à l'époque de la II^e Internationale, a persisté, sous différentes formes, tout au long du ^e siècle ; une de ses manifestations les plus influentes a été l'anti-humanisme théorique de Louis Althusser (1918-1990) – qui ne cachait pas son admiration pour les positivistes français, au premier rang desquels Auguste Comte (1798-1857) ou Émile Durkheim (1858-1917) – dans *Lire Le Capital* (1965), il fait de Marx « un homme de science comme les autres », comparable à Lavoisier, fondateur de la chimie moderne, par exemple...

Parmi ceux qui ne renoncent pas à une lecture humaniste du *Capital* se trouvait un certain Ernesto Che Guevara. Se référant au grand ouvrage de Marx, le jeune révolutionnaire argentino-cubain observait : « Le poids de ce monument de l'intelligence humaine est tel qu'il nous fait oublier souvent le caractère humaniste (dans le meilleur sens du mot) de ses préoccupations³. »

Quant à Karl Marx lui-même, en affirmant la « scientificité » du *Capital* – mais il s'agit du concept allemand, dialectique, de *Wissenschaft*, comme l'a bien montré Daniel Bensaïd –, il proclamait aussi son point de vue socialement engagé, comme il l'écrit dans la postface de 1873 à la deuxième édition du livre :

« En tant qu'une telle critique [celle de l'économie bourgeoise] représente une classe, elle ne peut représenter que celle dont la mission historique est de révolutionner le mode de production capitaliste, et finalement d'abolir les classes – le prolétariat. »

Le *point de vue de classe* est donc hautement revendiqué par Marx, et, en effet, on ne peut pas comprendre ce qui le distingue des économistes politiques bourgeois si l'on ne prend pas en compte ce pari sur le prolétariat et sur sa mission révolutionnaire.

Ce point de vue traverse l'ensemble du livre I, mais il se manifeste dans une forme particulièrement frappante au chapitre X, dans un passage consacré à la journée de travail. Ce chapitre est aussi celui où la lutte des classes occupe, de façon directe et visible, le devant de la scène, ainsi que celui où les sentiments, les émotions et les jugements « éthiques » de l'auteur sont inscrits très explicitement à chaque page. Bien entendu, on ne peut pas comprendre ce chapitre « historique » sans les concepts fondamentaux élaborés aux chapitres précédents : valeur, force de travail, plus-value, etc. Inversement, dans une démarche dialectique, les concepts « abstraits » ne prennent leur pleine signification qu'en rapport avec le processus de la lutte des classes.

En lisant ce chapitre, on se rend bien compte que la science de Marx n'a rien d'« axiologiquement neutre » (le concept de Max Weber pour désigner une connaissance « objective », sans jugement de valeur) : le point de vue de classe, les valeurs éthico-politiques de l'auteur sont omniprésents et font partie, inséparablement, de l'argumentation scientifique. Comme l'écrivait Lucien Goldmann (1913-1970), Marx ne « mêle » pas jugements de valeur et jugements de fait, il utilise une méthode *dialectique* dans laquelle compréhension, explication et valorisation sont *rigoureusement inséparables*⁴. En fait, le chapitre X est un magnifique exemple de ce qu'on pourrait appeler la « force cognitive de l'indignation » : sans celle-ci, la description et l'analyse qu'il fait du conflit entre le capital et le travail en ce qui concerne la durée de la journée n'auraient pas la même puissance intellectuelle, la même pénétration, la même acuité. La capacité d'indignation de Marx est un élément constitutif du processus de production de la connaissance dans *Le Capital* en général, et dans ce chapitre tout particulièrement.

Il convient de noter que la question de la journée de travail, si importante pour Marx, est – comme l'observe David Harvey dans son cours d'introduction au *Capital*⁵ – pratiquement absente des innombrables traités et manuels d'économie politique libérale, depuis les grands auteurs classiques du ^e siècle jusqu'à leurs médiocres disciples néo-classiques de l'époque actuelle. Cette problématique, sans doute vitale pour la majorité de la population laborieuse, est tout simplement « invisible », elle n'apparaît pas parmi les catégories de l'économie officielle, bourgeoise.

On ne peut pas comprendre le communisme de Marx, le « règne de la liberté », sans connaître de près son envers négatif, le « règne de la non-liberté » : l'usine capitaliste à l'entrée de laquelle pourrait être inscrit, selon Marx, le célèbre avertissement que Dante

Alighieri avait placé devant les portes de l'Enfer : *Voi che entrate, lasciate qui ogni speranza*. À la différence près que, selon lui toujours, l'espérance ouvrière de sortir de l'enfer capitaliste ne pouvait pas être laissée à l'entrée, ni annihilée : c'est précisément dans le combat des travailleurs pour réduire la durée de leur journée d'esclavage salarié que sont semées les graines du futur émancipé. La lutte pour le temps libre commence, au milieu du ^e siècle, avec la *guerre de classe* ayant pour objet la durée du travail.

*

Commençons l'analyse du chapitre X du Livre I par un argument rarement pris en compte par les lectures du *Capital* : la comparaison entre la durée du travail dans les manufactures pré-industrielles et dans l'enfer capitaliste industriel moderne. Avant l'avènement de la grande industrie, l'ouvrier pouvait vivre une semaine entière avec le salaire de quatre jours. Un entrepreneur se plaignait que « notre plèbe manufacturière ne travaille en moyenne pas plus de quatre jours ». Or, cela devint impossible avec les nouvelles règles imposées par l'industrie moderne : les bas salaires et les conditions de travail draconiennes ne le permirent plus (pp. 205|206)⁶. Ce diagnostic fait par Marx révèle un aspect important de sa pensée : sa vision *dialectique* du progrès. Dans un autre passage du *Capital*, il propose le diagnostic suivant, qui tranche avec l'idéologie bourgeoise du progrès linéaire : dans le capitalisme, « chaque progrès économique est en même temps une calamité sociale ». En d'autres termes, Marx ne nie pas le progrès technologique et productif que représente la grande industrie, mais il constate qu'il s'accompagne souvent d'une dramatique *régression sociale*, notamment en ce qui concerne les conditions de vie et de travail des ouvriers.

Il est intéressant de noter qu'on trouvait déjà cette perception dialectique du caractère socialement régressif du progrès capitaliste dans le *Manifeste communiste* (1848), qu'il avait écrit avec Engels. L'admiration de Marx pour les immenses forces productives créées par la bourgeoisie ne l'empêche pas de constater les calamités sociales qu'elles représentent pour l'ouvrier moderne, en comparaison avec la situation qui était celle du travailleur pré-industriel (artisan ou employé de manufacture) :

« Le travail des prolétaires a perdu tout son attrait avec le développement du machinisme et la division du travail. Le travailleur devient un simple accessoire de la machine [...]. Au fur et à mesure que le travail devient plus désagréable, le salaire diminue. Il y a plus : la somme de travail s'accroît avec le développement du machinisme et la division du travail, soit par l'augmentation des heures effectuées, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du rythme des machines, etc.⁷. »

Bref, en comparaison avec les conditions préindustrielles, notamment artisanales, le travail est devenu « moins attrayant », « plus désagréable » et, surtout, de plus en plus long : il est devenu très pénible. Marx va reprendre cet argument du *Manifeste*, mais en le développant bien plus dans le chapitre X du Livre I du *Capital*. Sa connaissance des mécanismes d'exploitation de l'industrie s'est considérablement accrue, il va étudier le phénomène dans toutes ses manifestations.

Bien entendu, Marx n'idéalise nullement les conditions de travail dans le servage ou l'esclavage ! Il ne manque pas de mentionner la situation qui était celle des esclaves des mines d'or et d'argent dans l'Empire romain : travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive était la loi. Mais il introduit ici une distinction capitale :

« Dans le monde antique ce sont là des exceptions. Mais dès que des peuples, dont la production se meut encore dans les formes inférieures de l'esclavage et du servage, sont entraînés sur un marché

international dominé par le mode de production capitaliste, et qu'à cause de ce fait la vente de leurs produits à l'étranger devient leur principal intérêt, dès ce moment les horreurs du surtravail, ce produit de la civilisation, viennent s'enter sur la barbarie de l'esclavage et du servage. Tant que la production dans les États du Sud de l'Union américaine était dirigée principalement vers la satisfaction des besoins immédiats, le travail des nègres présentait un caractère modéré et patriarcal. Mais à mesure que l'exportation du coton devint l'intérêt vital de ces États, le nègre fut surmené et la consommation de sa vie en sept années de travail devint partie intégrante d'un système froidement calculé. Il ne s'agissait plus d'obtenir de lui une certaine masse de produits utiles. Il s'agissait de la production de la plus-value quand même. Il en a été de même pour le serf, par exemple, dans les principautés danubiennes » (p. 181).

Le capitaliste industriel partage donc avec les esclavagistes américains la recherche, par tous les moyens, de l'extension illimitée de la journée de travail en dépassant, sans scrupules, non seulement les limites morales – les besoins intellectuels et sociaux –, mais aussi les limites physiologiques des ouvriers et ouvrières – avec pour résultat l'épuisement et la mort précoce de tant d'esclaves salariés. Indifférent à toute considération morale ou sociale, le capitaliste industriel est mû uniquement par l'âpre passion de prolonger la journée de travail outre mesure (pp. 178, 181, 200).

Essayant de représenter par une image, une *allégorie*, le caractère inhumain, insatiable et monstrueux du capital, Marx le compare, à plusieurs reprises, à un *vampire*. Bien entendu, il s'agit d'un jugement moral, mais l'image a un sens précis : le capital est travail mort (sous la forme de machines, d'édifices, d'argent) qui « boit » le travail vivant de l'ouvrier (pp. 179, 195). Il ne s'agit pas tellement d'une accusation contre le capitaliste comme individu, il s'agit d'une accusation contre le capital en tant que *système*. Déjà dans la Préface à la première édition, Marx observe sobrement :

« Pour éviter des malentendus possibles, encore un mot. Je n'ai pas peint en rose le capitaliste et le propriétaire foncier. Mais il ne s'agit ici des personnes qu'autant qu'elles sont la personnification de catégories économiques, les supports d'intérêts et de rapports de classes déterminés. Mon point de vue [...] peut moins que tout autre rendre l'individu responsable de rapports dont il reste socialement la créature, quoi qu'il puisse faire pour s'en dégager. »

Dans le cadre des rapports sociaux capitalistes et de la concurrence féroce pour le marché, tout comportement « généreux » est exclu d'avance. Dans un curieux et ironique discours qu'il attribue à un ouvrier, celui-ci s'adresse dans les termes suivants au capitaliste : « Tu peux être un bourgeois modèle, peut-être membre de la société protectrice des animaux et, par-dessus le marché, en odeur de sainteté ; peu importe. » Parce que, ajoute-t-il, « dans les affaires, il n'y a pas de place pour le sentiment » (p. 180).

Sans exonérer le bourgeois de ses responsabilités, l'indignation de Marx se dirige avant tout contre la perversité, l'inhumanité et l'injustice du *système capitaliste en tant que tel*, contre ses lois économiques aveugles et impersonnelles. C'est cette logique impitoyable qui conduit le « bourgeois modèle », ami des animaux, à un comportement digne de Dracula :

« En tant que capitaliste, il n'est que capital personnifié ; son âme et l'âme du capital ne font qu'un. Or, le capital n'a qu'un penchant naturel, qu'un mobile unique ; il tend à s'accroître, à créer une plus-value, à absorber, au moyen de sa partie constante, les moyens de production, la plus grande masse possible de travail extra⁸. Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage (p. 179)⁹. »

Cherchant des précédents au brutal traitement des travailleurs par le capital, Marx en vient à se référer à la conquête espagnole des Amériques au^e siècle : les « exactions monstrueuses du capital » ont été « à peine surpassées par les cruautés des Espagnols envers les Peaux-rouges d'Amérique » (p. 186). Probablement la comparaison vise-t-elle moins l'extermination des Indiens que la terrible exploitation du travail esclave des indigènes par l'oligarchie coloniale – notamment dans les mines d'or –, dénoncée dès les premiers temps de la conquête par Bartolomé de Las Casas.

Une autre comparaison, qui apparaît à plusieurs reprises, est celle entre l'esclavage salarié et l'esclavage tout court, telle qu'il était pratiqué au sud des États-Unis. Bien entendu, Marx n'ignore pas la distance entre les conditions de vie de l'esclave noir et celles des prolétaires de Londres ou de New York : c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il porte un soutien enthousiaste au président Abraham Lincoln et à son combat pour l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Mais il ne constate pas moins, comme beaucoup d'observateurs, certaines analogies. Il cite, par exemple, ce passage d'un article paru dans le quotidien conservateur *The London Daily Telegraph* :

« Nous protestons contre les planteurs de la Virginie et de la Caroline. Leur marché d'esclaves nègres avec toutes les horreurs des coups de fouet, leur trafic de chair humaine sont-ils donc plus horribles que cette lente immolation d'hommes qui n'a lieu que dans le but de fabriquer des voiles et des cols de chemise, pour le profit des capitalistes ? » (p. 186)

Marx cite aussi les travaux de l'économiste anti-esclavagiste John Elliott Cairnes (1823-1875) : sur les plantations esclavagistes du sud des États-Unis, notamment dans le Kentucky et en Virginie, où la main-d'œuvre est abondante, ainsi que dans les îles tropicales, à Cuba, « nous voyons la classe des esclaves non seulement nourrie de la façon la plus grossière et en butte aux vexations les plus acharnées, mais encore détruite directement, en grande partie par la longue torture d'un travail excessif et par le manque de sommeil et de repos » (p. 201).

Commentant cette description de la brutalité de l'esclavage, Marx n'hésite pas à esquisser une comparaison avec ce qui se passe dans les pays de l'esclavage salarié :

« *Mutato nomine de te fabula narratur* ! Au lieu de commerce d'esclaves, lisez marché du travail, au lieu de Virginie et Kentucky, lisez Irlande et les districts agricoles d'Angleterre, d'Écosse et du pays de Galles ; au lieu d'Afrique, lisez Allemagne. Il est notoire que l'excès de travail moissonne les raffineurs de Londres, et néanmoins le marché du travail à Londres regorge constamment de candidats pour la raffinerie, allemands la plupart, voués à une mort prématurée » (p. 201).

Pour rendre compte de la réalité de l'usine, Marx utilise non seulement ces comparaisons mais aussi, à plusieurs reprises, une image littéraire frappante : l'*Inferno* de Dante. Se référant à l'industrie chimique des allumettes au phosphore, il écrit ceci :

« La journée de travail varie entre douze, quatorze et quinze heures ; on travaille la nuit ; les repas irréguliers se prennent la plupart du temps dans le local de l'atelier empoisonné par le phosphore. – Dante trouverait les tortures de son enfer dépassées par celles de ces manufactures. »

Dans sa description des conditions de travail et, d'abord les horaires de travail insupportables des usines capitalistes modernes – surtout en Angleterre, pays capitaliste par excellence, mais aussi en Irlande, en France, et, parfois, dans d'autres pays –, Marx

reprend les informations collectées dans les rapports d'inspecteurs de fabrique, de médecins, et, parfois, dans des articles de journalistes. Ces professionnels de la petite-bourgeoisie semblent prendre, pour des raisons diverses, une certaine distance avec le capitalisme en notant ses aspects les plus odieux. Dans le cas des inspecteurs et des médecins, une certaine indépendance, un certain « esprit du métier », et, peut-être, des motifs religieux jouent un rôle dans leur attitude critique.

Le corps des inspecteurs apparaît après l'approbation par le Parlement britannique du *Factory Act* en 1850 (dont nous parlerons plus loin) :

« Pour faire observer cette loi, on a nommé des fonctionnaires spéciaux, les inspecteurs de fabrique, directement subordonnés au ministère de l'Intérieur dont les rapports sont publiés tous les six mois par ordre du Parlement. Ces rapports fournissent une statistique courante et officielle qui indique le degré de l'appétit capitaliste » (p. 183).

Les horaires de travail inhumains sont, sans doute, aux yeux de Marx, un des aspects les plus infâmes de l'exploitation capitaliste : 12, 14, 15, 18 heures par jour, ou plus, sont des durées courantes dans l'industrie capitaliste du^e siècle. Il s'agit, insiste Marx, d'une agression contre les racines mêmes de la vie et de la santé du travailleur, d'où le recul de l'espérance de vie enregistrée dans de larges secteurs de la population laborieuse :

« La production capitaliste, qui est essentiellement production de plus-value, absorption de travail extra, ne produit donc pas seulement par la prolongation de la journée qu'elle impose la détérioration de la force de travail de l'homme, en la privant de ses conditions normales de fonctionnement et de développement, soit au physique, soit au moral ; – elle produit l'épuisement et la mort précoce de cette force. Elle prolonge la période productive du travailleur pendant un certain laps de temps en abrégeant la durée de sa vie » (p. 201).

Cette dégradation de la santé des travailleurs constitue, à terme, une menace pour les sociétés industrielles. Mais, constate Marx, ce n'est pas du tout la préoccupation des industriels :

« Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. À toute plainte élevée contre lui à propos des dégradations physique et intellectuelle, de la mort prématurée, des tortures liées au travail excessif, il répond simplement : “Pourquoi nous tourmenter de ces tourments, puisqu'ils augmentent nos joies (nos profits)¹⁰ ?” Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes » (p. 203).

Encore une fois, sans ménager sa critique du comportement cynique des bourgeois, Marx insiste sur la force coercitive des lois capitalistes, qui ne laissent pas de place à la « bonne volonté » ou à l'éthique. Ce dont il s'agit, en dernière analyse, c'est de la perversité du *système*.

Étudiant attentivement les rapports des médecins et des inspecteurs de fabrique, il décrit, de manière concrète et détaillée, de nombreux exemples du traitement impitoyable et dégradant qui est infligé aux ouvriers. Il ne s'agit pas d'aligner des statistiques, mais de montrer des êtres humains vivants, en chair et en os, avec un nom et un prénom, sacrifiés

sur l'autel du Moloch Capital.

Un des cas qu'il cite, et qui l'a particulièrement touché, est celui d'une humble couturière anglaise, Mary Ann Walkley, âgée de vingt ans, dont le destin a été consigné dans la première page des journaux de Londres, en juin 1863 : « *Death by Simple Overwork* », avaient-ils titré : « Mort par simple excès de travail »... Mary Ann travaillait avec soixante autres jeunes filles dans un atelier de mode qui préparait, dans l'urgence, les toilettes de grandes dames invitées à un bal en l'honneur de la princesse de Galles. Obligée par ses patrons à travailler vingt-six heures et demi de suite, sans interruption, dans un espace très réduit, non aéré, la jeune fille était tombée malade : elle était morte deux jours plus tard. Même un journal bourgeois comme le *Morning Star* avait été obligé de constater que « nos esclaves blancs sont les victimes du travail qui les conduit au tombeau ; ils s'épuisent et meurent sans tambour ni trompette » (pp. 193-194).

Le cas de cette jeune femme était loin d'être isolé. Marx cite longuement le rapport du Dr Richardson, médecin en chef d'un hôpital de Londres :

« Les couturières de toute espèce, modistes, tailleuses en robe, etc., sont frappées par trois fléaux : excès de travail, manque d'air et manque de nourriture ou manque de digestion. En général, ce genre de travail convient mieux en toutes circonstances aux femmes qu'aux hommes. Mais le malheur pour le métier, surtout à Londres, c'est qu'il a été monopolisé par vingt-six capitalistes qui, par des moyens coercitifs résultant du capital même [*that spring from capital*] économisent la dépense en prodiguant la force de travail. Cette puissance se fait sentir dans toutes les branches de la couture. [...] Travailler à mort, tel est l'ordre du jour, non seulement dans le magasin des modistes, mais encore dans n'importe quel métier » (p. 194).

De toutes les victimes des durées de travail très longues imposées par le capital, ce sont *les enfants* qui suscitent au plus haut point l'indignation de Marx. Les exemples de travail infantile, notamment la nuit, occupent plusieurs pages de ce chapitre. Un rapport d'inspecteurs de fabrique reproduit le témoignage de William Wood, enfant de neuf ans, qui, depuis l'âge de huit ans, est obligé de travailler dans une usine de céramique de six heures du matin à neuf heures du soir, soit 15 heures par jour... Marx cite la conclusion d'un rapport officiel de la *Children's Employment Commission* :

« Aucun être humain ne peut réfléchir à la masse de travail qui, d'après les dépositions des témoins, est exécutée par des enfants de neuf à douze ans, sans conclure irrésistiblement que cet abus de pouvoir de la part des parents et des entrepreneurs ne doit pas être permis une minute de plus » (p. 195).

Ces enfants, écrit Marx, sont jetés « sous la roue du Jagernaut capitaliste » (p. 211). En Inde, Jagernaut, incarnation de la divinité hinduiste Vishnu, Seigneur de l'Univers, est conduit en procession dans un carrosse porté par d'immenses et très lourdes roues ; selon des récits, l'idole de bois peinte en blanc, noir et jaune, exige des sacrifices humains, des enfants doivent être jetés sous ses roues. Marx utilise souvent, dans *Le Capital*, cette allégorie orientale pour dénoncer le caractère mortifère du capital, la sorte de culte idolâtre qui exige des offrandes de vies humaines.

*

Marx ne décrit pas les travailleurs seulement comme des victimes. Son point de vue n'est pas celui de la compassion philanthropique, mais de la *lutte des classes*. Le conflit autour de la réglementation de la journée de travail est « une lutte de plusieurs siècles entre

le capitaliste et le travailleur » (p. 203). La forme la plus simple que prend la résistance ouvrière, pendant des siècles, c'est tout simplement le refus de travailler plus. Comme l'observe Marx non sans ironie, malgré les efforts de l'État, c'est-à-dire celui de la Couronne britannique, pour discipliner le travail, « jusqu'à l'époque de la grande industrie, le capital n'était pas parvenu en Angleterre, en payant la valeur hebdomadaire de la force de travail, à s'emparer du travail de l'ouvrier pour la semaine entière, à l'exception cependant de celui du travailleur agricole. De ce qu'ils pouvaient vivre toute une semaine avec le salaire de quatre jours, les ouvriers ne concluaient pas le moins du monde qu'ils devaient travailler les deux autres jours pour le capitaliste » (p. 205).

Cet état de fait allait susciter des violentes critiques de la part des économistes bourgeois, qui s'empressèrent de dénoncer bientôt l'« oisiveté » des travailleurs. Parmi les accusateurs de la classe ouvrière, le plus enragé fut, selon Marx, l'auteur anonyme du livre *An Essay on Trade and Commerce Containing Observations on Taxation*, publié à Londres en 1770. L'économiste qui signe l'ouvrage formule une proposition pour mettre les paresseux au travail : il s'agit, résume Marx, d'« incarcérer les travailleurs qui sont à la charge de la bienfaisance publique, en un mot les pauvres, dans une maison de travail idéale [*an ideal workhouse*]. Cette maison doit être une maison de terreur [*house of terror*]. Dans cette *workhouse idéale*, on travaillera quatorze heures par jour, de telle sorte que, une fois le temps des repas soustrait, il restera douze heures de travail pleines et entières. [...] La « maison de terreur » pour les pauvres dont l'âme du capital pouvait rêvait en 1770, fut réalisée quelques années plus tard sous la forme de la gigantesque « maison de travail » bâtie pour les ouvriers manufacturiers. Son nom était Fabrique, et l'idéal avait soudain pâli devant la réalité » (p. 206).

Confrontés à l'esclavage pratiqué dans la fabrique, les ouvriers développèrent des formes de résistance collective. C'est la bataille, qui va s'étendre tout au long du ^e siècle, pour la création d'une journée de travail normale. Il s'agit, écrit Marx, « d'une guerre civile longue, opiniâtre et plus ou moins dissimulée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. La lutte ayant commencé dans le domaine de l'industrie moderne, elle devait par conséquent être déclarée d'abord dans la patrie même de cette industrie, l'Angleterre. Les ouvriers manufacturiers anglais furent les premiers champions de la classe ouvrière moderne et leurs théoriciens furent les premiers qui attaquèrent la théorie du capital » (p. 222).

La première victoire, bien qu'encore très limitée, plus fictive que réelle, fut le *Factory Act* de 1833, loi qui limitait la journée de travail à... 15 heures ! Ce fut assez pour que le grand ami du « progrès industriel » qu'était le Dr Andrew Ure (1778-1857) – représentant le plus féroce des intérêts capitalistes, souvent cité par Marx – dénonçât ce *bill* comme un retour aux temps des ténèbres ! C'est-à-dire, à l'« oisiveté » d'avant la Révolution industrielle...

Le mouvement chartiste (1838-1848), premier grand mouvement ouvrier politique moderne – qui se battait pour le droit de vote des travailleurs –, joue un rôle important, il obtint le vote au Parlement des *Factory Acts*, ceux de 1844 et de 1847. La mise hors la loi des chartistes en 1848 – leurs chefs sont emprisonnés –, favorise la revanche des capitalistes, comme le souligne Marx, qui la compare au soulèvement, aux États-Unis, des esclavagistes du Sud contre l'abolition de l'esclavage promue par Abraham Lincoln :

« Messieurs les fabricants n'eurent plus dès lors besoin de se gêner. Ils se déclarèrent en révolte ouverte, non seulement contre la loi des dix heures, mais encore contre toute la législation qui depuis 1833 cherchait à refréner dans une certaine mesure la « libre » exploitation de la force de travail. Ce fut une rébellion esclavagiste [*proslavery rebellion*] en miniature, poursuivie pendant plus de deux ans avec l'effronterie la plus cynique, la persévérance la plus féroce et le terrorisme le plus implacable » (p. 214).

Le désir des *Tories* (conservateurs) de se venger des mesures de libéralisation du commerce extérieur imposées par les libéraux bourgeois, favorise, dans un jeu complexe de manœuvres parlementaires, la réglementation du travail lors du vote des *Factory Acts* de 1850 et de 1853. La pression ouvrière ne diminue pas. Par la suite, de 1853 à 1860, s'impose progressivement la journée de dix heures et l'interdiction du travail des enfants : selon Marx, « la force de résistance du capital faiblit graduellement, tandis que la force d'attaque de la classe ouvrière grandit avec le nombre de ses alliés dans les couches de la société qui n'avaient dans la lutte aucun intérêt immédiat » (p. 220).

Marx n'explique pas qui sont ses alliés, mais ceux-ci incluent, sans doute, des secteurs de la petite-bourgeoise, notamment les médecins et les inspecteurs de fabrique. Ces derniers jouent un rôle décisif en alertant l'opinion publique par leurs rapports, en dénonçant les conditions de travail – notamment celles des enfants – dans les usines et en protestant contre les manœuvres juridiques des représentants du capital (pp. 116, 120). Il serait intéressant d'étudier l'origine sociale, la vision du monde et le comportement de ce groupe socio-professionnel, soucieux de politique sanitaire et sociale, qui s'est transformé en allié juridique et politique de la classe laborieuse anglaise.

Un des pays où la lutte pour la réduction de la journée de travail était alors la plus avancée étaient les États-Unis. Marx cite avec enthousiasme les divers combats des travailleurs américains – beaucoup étaient des immigrants européens, allemands, irlandais ou italiens – pour *la journée de huit heures*. En août 1866, à Baltimore, se tient le Congrès général des ouvriers du pays. À son issue est adoptée une résolution qui proclame notamment : le premier pas pour libérer le travail de l'esclavage capitaliste, c'est l'obtention d'une loi limitant la journée de travail à huit heures. Ce mot d'ordre sera repris, peu après, sous l'impulsion de Marx lui-même, par l'Association internationale des Travailleurs – la Première Internationale – qui approuvera, lors de son congrès à Genève en septembre 1866 la lutte pour la journée de huit heures (résolution citée par Marx dans le chapitre X du *Capital*, p. 223). Comme nous le verrons plus loin, c'est aux États-Unis qu'aura lieu la grande bataille du 1^{er} mai 1886, pour la journée de huit heures.

*

En essayant d'étendre, sans respect pour aucune limite, le temps de travail des ouvriers, le capital cherche à réduire, par tous les moyens, le temps libre, c'est-à-dire le temps que le travailleur peut consacrer à sa réalisation humaine : « Du temps pour l'éducation, pour le développement intellectuel, pour l'accomplissement de fonctions sociales, pour les relations avec parents et amis, pour le libre jeu des forces du corps et de l'esprit, même pour la célébration du dimanche » (p. 200), voilà ce qui a été rogné par le capital, qui semble tenir ces activités, pourtant indispensables à la vie, pour « pure niaiserie », c'est-à-dire pure... perte de temps.

Encore une fois, la liste des « occupations » du temps libre, qui – une fois n'est pas coutume – inclut même les activités religieuses, culturelles des travailleurs, nous donne une idée de ce que pourrait être, dans une société communiste – c'est-à-dire dans le royaume de la liberté – une vie humaine émancipée. Une vie dont chaque heure de liberté arrachée au travail salarié (au service du capital) est un avant-goût, une promesse, une préfiguration.

-
1. A. Gramsci, *Scritti politici*, Rome, Riuniti, 1967/1973 ; traduction de Michael Löwy. Voir aussi A. Gramsci, *Écrits politiques*, tome I : 1914-1923, Paris, Gallimard, 1974, pp. 135-136.
 2. Il faut dire que certaines formules de la Préface à la première édition (1867) du livre I sur les « lois naturelles de l'économie capitaliste » prêtent le flanc à ce type d'interprétation. Ce n'est pas le cas, bien au contraire, de la Postface à la deuxième édition (1873), d'inspiration profondément *dialectique révolutionnaire*.
 3. Ernesto Che Guevara, *Textes politiques*, Paris, Maspero, 1970, tome III, p. 159.
 4. L. Goldmann, « Ya-t-il une sociologie marxiste ? », *Recherches dialectiques*, Paris, Gallimard, 1959, p. 293.
 5. D. Harvey, *Marx's Capital*, Londres, Verso, 2010.
 6. Les pages indiquées entre parenthèses dans le texte renvoient à l'édition française du *Capital* chez Garnier-Flammarion en 1969, avec une préface de Louis Althusser, traduction J. Roy.
 7. Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, 10/18, 1962, pp. 28-29.
 8. J. Roy traduit par « travail extra » l'idée de sur-travail.
 9. Une image qui apparaît souvent chez Marx pour parler du capital est celle du Moloch, idole païenne qui exigeait des sacrifices humains. Dans le chapitre X, il est ironiquement question du « Dieu Capital », à propos du travail du dimanche : puni comme « profanation du sabbat » quand un ouvrier s'occupe de son jardin, il est permis quand c'est l'usine qui le fait travailler « en l'honneur et dans l'intérêt du Dieu Capital ».
 10. La phrase entre guillemets est une poème célèbre de Goethe, que Marx insère ici avec une distance ironique.

III

Un siècle et demi de luttes pour la réduction de la journée de travail

La guerre civile larvée qui se déroule entre le capital et la classe ouvrière, dont l'enjeu est la journée de travail, évoquée au chapitre X du *Capital*, s'est considérablement étendue et intensifiée après la mort de Karl Marx (1883). Elle prend alors pour épicerie la journée de huit heures, objet d'un affrontement acharné entre les patrons, soutenus par des juges et des gouvernants – et puissamment aidés par leurs bandes d'hommes armés en uniforme, policiers ou militaires – et les organisations ouvrières. Un affrontement tantôt feutré, tantôt ouvert, parfois « pacifique » mais souvent violent, ayant pour théâtre non seulement les parlements et les tribunaux, mais surtout les usines, les quartiers populaires, les rues et les places.

La journée de huit heures est une revendication qui va réussir mieux que d'autres – pour l'augmentation des salaires ou les conditions de travail – à unifier l'ensemble des catégories professionnelles et sociales du monde du travail dans un combat commun : femmes et hommes, précaires et contractuels, locaux et étrangers, Blancs et Noirs, jeunes et vieux. Toutes et tous, quel que soit leur sexe, âge, couleur de peau ou métier, vont se reconnaître dans le combat pour les « trois huit ». C'est d'ailleurs un combat qui a permis de rassembler des syndicalistes, des anarchistes, des socialistes, des communistes, des réformistes et des révolutionnaires autour d'un même objectif. Il faut reconnaître que, au cours des premières décennies après Chicago, les principaux organisateurs du mouvement seront, dans beaucoup de pays, les anarcho-syndicalistes. Il est intéressant de constater aussi que dans beaucoup de batailles pour la réduction du temps de travail ce sont les *ouvrières* qui seront en première ligne.

Enfin, c'est une revendication qui a toujours suscité l'hostilité, mieux, la haine farouche de plusieurs générations patronales, depuis le ^e siècle jusqu'au Medef d'aujourd'hui. Les capitalistes et leurs représentants au gouvernement, dans les parlements, dans la presse ou sur les chaires d'économie politique ont inlassablement dénoncé comme criminelle, irresponsable et catastrophique pour l'économie nationale la suppression du travail des enfants, la limitation de la journée de travail à huit heures, les congés payés... C'est un discours rodé depuis deux cents ans, qui se répète à l'infini, comme un moulin à prières.

*

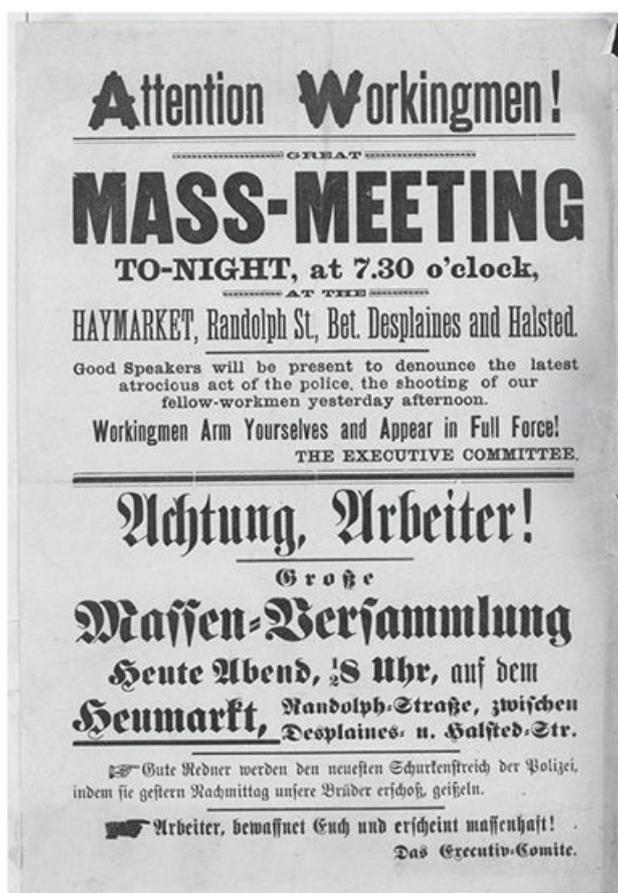
Nous allons rappeler ici, sans volonté d'exhaustivité, quelques moments frappants de cette bataille internationale entre le capital et le travail autour de la réduction de la journée de travail.

Un des premiers grands épisodes du combat pour les huit heures resté dans les annales du mouvement ouvrier international est la date du 1^{er} mai 1886 à Chicago.

À cette époque, les ouvriers nord-américains – souvent d'origine immigrée – étaient obligés de travailler plus de dix heures par jour, souvent douze ou quatorze heures. Lors de sa conférence en 1884 à Chicago, une organisation syndicale très modérée, la Federation of Organized Trades and Labor Unions (FOTLU) proclamait : « À partir du premier mai 1886 huit heures deviendra la journée de travail légale. » Le 1^{er} mai 1886, des grèves et manifestations se déroulèrent dans plusieurs villes du pays, organisées par la FOTLU avec

le soutien d'une autre organisation « apolitique », les Knights of Labor (« Chevaliers du travail »), proche de la franc-maçonnerie, ainsi que, dans certaines villes, avec l'appui de groupes anarcho-syndicalistes : la participation fut d'environ 300 000 grévistes. Chicago, où les anarcho-syndicalistes étaient influents, fut l'épicentre de l'agitation pour les huit heures : 40 000 ouvriers et ouvrières entrent en grève.

Dans les usines McCormick, la grève est organisée par le Syndicat des métallos, majoritairement anarcho-syndicaliste. Le 3 mai, devant l'usine, la police tire sur la foule des grévistes, tuant quatre ouvriers ; le lendemain, la gauche syndicale – surtout anarcho-syndicaliste, organisée autour des journaux *The Alarm* et l'*Arbeiter-Zeitung* (« Journal des travailleurs ») – appelle à un meeting de protestation à Chicago qui doit se tenir sur la place de Haymarket, l'ancien marché aux foins.



Appel bilingue au rassemblement des travailleurs, le 4 mai, à Haymarket. La seconde édition de l'affiche ne contient plus d'appel à s'armer.
Source : chicagohistory.org.

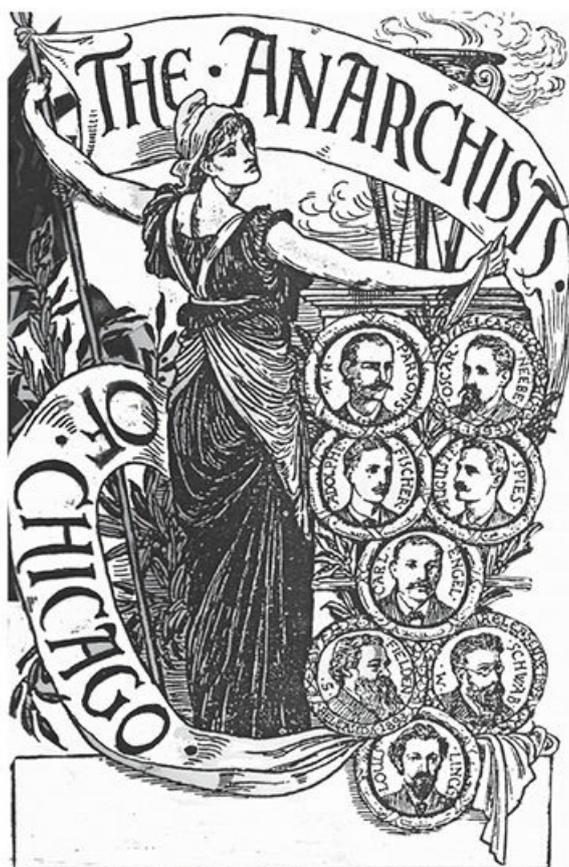
Les manifestants – quelque 3 000 militants ouvriers – sont déjà en train de se disperser quand la police charge violemment. À ce moment-là, quelqu'un – on n'a jamais su qui – lance une bombe sur les policiers, en tuant huit et en blessant soixante. En riposte, la police tire sur la foule, faisant environ huit morts (on ne connaît pas le nombre exact) et deux cents blessés.

Incapables de trouver le coupable responsable de l'explosion de l'engin ayant fait les premiers morts, les autorités choisissent d'arrêter les huit principaux dirigeants du syndicalisme révolutionnaire de Chicago, qui avaient organisé le meeting. Ils sont traînés au tribunal et soumis à une parodie de justice.

Le procureur Julius Grinnel déclare au jury : « Il n'y a qu'un pas de la république à l'anarchie. C'est la loi qui subit ici son procès en même temps que l'anarchisme. Ces huit hommes ont été choisis parce qu'ils sont des meneurs. Ils ne sont pas plus coupables que les milliers de personnes qui les suivent. Messieurs du jury, condamnez ces hommes, faites d'eux un exemple, faites les pendre et vous sauverez nos institutions et notre société. C'est vous qui déciderez si nous allons faire ce pas vers l'anarchie, ou non. »

C'est en raison de leurs idées, de leurs tracts et de leurs appels révolutionnaires à la lutte que cinq des chefs syndicalistes sont condamnés à mort et les trois autres à de lourdes peines de prison.

L'un d'entre eux, Louis Lingg, parvient à se suicider avec un bâton de dynamite avant son exécution ; les



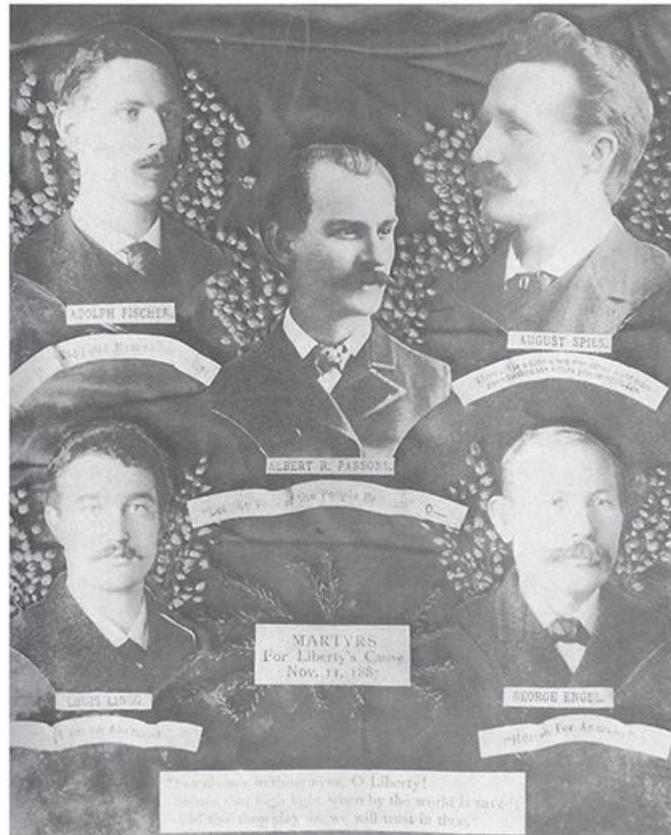
Portraits des martyrs de Haymarket, Chicago (« Portraits of the Haymarket Martyrs ») par Walter Crane (1845-1915), image parue en novembre 1894 dans le journal *Liberty* (Londres) (cc Wikicommons).

quatre autres, August Spies, Albert Parsons, Adolph Fischer et George Engel sont pendus le 11 novembre 1887. Sur l'échafaud, la corde au cou, Spies prononce ses dernières paroles, aujourd'hui gravées en lettres de bronze sur le monument aux Martyrs de Chicago : « Le temps viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez maintenant. » Quelques années plus tard, en 1893, le nouveau gouverneur de l'État de l'Illinois, John P. Altgeld, décide de réhabiliter les militants assassinés : la plupart des « preuves » apportées par l'accusation pendant le procès étaient « une pure fabrication ».

Qui étaient ces combattants libertaires de Chicago, pionniers de la lutte pour la journée de huit heures et victimes de la justice de classe ? Pour la plupart des immigrants allemands, passés d'abord par le mouvement socialiste – le Socialist Labour Party (SLP) – avant

d'adhérer à l'anarcho-syndicalisme. Parmi eux, un seul était né sur le sol des États-Unis, Albert Parsons : il avait participé à la guerre civile dans les rangs des forces abolitionnistes de Lincoln ; comme ses camarades, il était passé du SLP à l'anarchisme.

Il est intéressant de noter que parmi les personnes qui se sont mobilisées pour la défense des anarchistes de Chicago se trouvait Eleanor Marx, quatrième fille de Karl et Jenny, née en 1855 : celle-ci séjourna quelques mois en 1886 en Amérique. Dans un discours, en novembre 1886, elle dénonce le procès comme « un des plus infâmes meurtres légaux jamais commis ». Si



« Les martyrs de Haymarket ». L'image a passé avec le temps, mais on peut encore lire sous chaque portrait une citation du condamné, souvent ses derniers mots.

Adolf Fisher : « This is the happiest moment of my life » ; August Spies : « There will be a time when our silence will be more powerful than the voices you strangle today » ; Albert R. Parsons : « Let the Voice of the People Be Heard! » ; Louis Lingg : « I am an Anarchist » ; George Engel : « Hurrah For Anarchy! ».

Au centre : « Martyrs de la Liberté, 11 novembre 1887 ».

En bas, une phrase traduite de Proudhon : « For always in thine eyes, O liberty! Shines that high light, whereby the world is saved; And though thou slay us, we will trust in thee. »

les accusés sont exécutés, proclame-t-elle, « on devra dire de leurs bourreaux ce que mon père disait de ceux qui ont massacré le peuple de Paris : “L’histoire les clouera à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n’arriveront pas à les racheter”. »

En décembre 1886 est fondée une confédération syndicale modérée qui prend la suite de la FOTLU : l’American Federation of Labor, dirigée par Samuel Gompers. Elle en vient bientôt à adopter le mot d’ordre de la journée de huit heures, lors de son congrès de 1888, et à appeler à une grève générale, dans tout le pays, le 1^{er} mai 1890.

La II^e Internationale a fait de la date du 1^{er} mai, lors de son deuxième congrès à Paris en 1889, une date mondiale de lutte pour la réduction de la journée de travail à huit heures.

Voici le texte de cette décision historique :

« Ce congrès décide qu'il sera organisé une grande manifestation à date fixe de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du congrès. Attendu qu'une semblable manifestation a été déjà décidée pour le 1^{er} mai 1890 par l'American Federation of Labour, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint Louis, cette date est adoptée pour la manifestation. »

Cette lutte se fait autour du mot d'ordre des « trois huit » : huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures pour s'instruire et cultiver son corps. Ou alors, selon une affiche américaine de l'époque, après le travail et le repos, huit heures sont réservées au « plaisir ». Cultiver son esprit et son corps, pour que chacun y trouve son plaisir : nous ne sommes pas si loin de la définition du temps libre par Marx, le précieux temps libre porteur des semences de l'avenir émancipé...

En 1890 donc, pour la première fois, des ouvriers entrent en lutte simultanément dans une vingtaine de pays, portés par le même objectif : les huit heures. L'appel du jeune Parti ouvrier hongrois se termine par ces mots : « Avec la journée des huit heures, l'ouvrier cesse d'être un simple instrument de travail pour commencer à devenir un être humain. Une pareille raison mérite de lutter. »

La préparation des grèves et des manifestations, qui étaient illégales, crée un climat quasi insurrectionnel. À Vienne, le gouvernement autorise finalement le rassemblement. Un cortège géant de 300 000 personnes défile dans le calme. À Londres, près d'un demi-million de manifestants sont dans la rue le dimanche 4 mai. Il se tient des meetings à Lisbonne, à Bucarest, à Mexico et à New York, et même à Cuba, encore colonie espagnole.

En France, le combat pour les huit heures commence toute de suite après la Conférence socialiste internationale à Paris. Le 1^{er} mai 1890, 100 000 travailleurs manifestent dans les rues de Paris, surveillés par 30 000 militaires. Paul Lafargue, à l'époque l'un des principaux dirigeants socialistes français, appelle à des grèves pour les huit heures. L'année suivante, le 1^{er} mai 1891, plusieurs grèves éclatent ; dans la petite ville de Fourmies, dans le Nord, où sont installées des usines textiles, une manifestation pacifique d'ouvrières et d'ouvriers a lieu, elle a pour mot d'ordre : « C'est les huit heures qu'il nous faut ! » Le préfet envoie la troupe qui tire sur les manifestants désarmés. Bilan : 9 morts et 35 blessés, en majorité des jeunes femmes âgées entre seize et vingt ans, ainsi que deux enfants âgés de douze et quatorze ans. La « fusillade de Fourmies » est dénoncée par Jaurès, par Lafargue et même par Clemenceau, alors député du Var, appartenant au camp dit républicain, qui voit dans l'événement un soulèvement du « Quatrième État ». Accusé d'être l'« instigateur » de la grève, Paul Lafargue est condamné à une année de prison, ce qui ne l'empêche pas d'être élu député socialiste à la fin de l'année 1891. Le massacre de Fourmies s'inscrit dans la mémoire collective du mouvement ouvrier français. Son souvenir est rappelé à chaque 1^{er} Mai.

La Confédération générale du travail (CGT), fondée par des syndicalistes révolutionnaires en 1895, participe aussi à son tour intensément à la lutte pour les huit heures. Elle organise les grandes manifestations du 1^{er} mai 1906 dans toute la France. La catastrophe minière de Courrières, qui a fait près de 1 100 morts le 10 mars précédent, déclenche une grève des mineurs pendant six semaines, dont la revendication est : « Huit francs, huit heures ». Clemenceau, devenu président du Conseil, mérite son titre de « premier flic de France », puisqu'il envoie des dizaines de milliers de soldats contre les mineurs du Nord.

Cette répression ne fait que contribuer à donner une nouvelle ampleur aux grèves, qui

éclatent dans le pays



Le 28 avril 1906, cantonnement militaire à la Galerie des machines (bâtiment ayant été construit pour l'Exposition universelle), à Paris, en prévision du 1^{er} mai 1906. Photographie de presse, Agence Rol, conservée à la BnF (Gallica).

à l'approche du 1^{er} mai. La CGT lance le mot d'ordre : « À partir du 1^{er} mai 1906, on ne travaille plus que huit heures », slogan affiché sur une immense banderole surmontant la Bourse du travail. En prévision de ce 1^{er} mai qui s'annonce plus mobilisateur que les précédents, près de 60 000 hommes de troupe sont massés dans Paris. La répression de la manifestation fait deux morts et de nombreux blessés, elle est suivie par des centaines d'arrestations. Des dirigeants syndicaux de la mine et de la Confédération générale du travail sont jetés en prison.

Malgré la tragédie de Haymarket, quinze ans auparavant, et l'exécution des syndicalistes révolutionnaires, le combat pour les huit heures n'a pas cessé aux États-Unis. La Western Federation of Miners (WFM) est l'une des principales forces à mener cette lutte. Deux grandes grèves ont lieu chez les mineurs, dans le Colorado, à Cripple Creek (1903) et à Telluride (1905), durement réprimées : il y a des dizaines de morts et des centaines de blessés, mais les mineurs obtiennent des victoires. Les principaux dirigeants de la WFM, comme Bill Haywood, sont parmi les fondateurs, en 1905, de l'International Workers of the World (IWW), mouvement syndicaliste révolutionnaire, partisan de l'action directe et de la grève générale. Mouvement minoritaire en Amérique, l'IWW réussit pourtant à organiser environ 200 000 travailleurs, notamment parmi les précaires, les étrangers, les femmes, etc.

La lutte pour les huit heures est parmi les priorités de l'action de l'IWW ; elle constitue une riposte ouvrière au chômage : « Si tout ceux qui travaillent prenaient leur temps et ne travaillaient pas tant d'heures par jour..., il y aurait assez de travail pour tous. »

En 1912 et 1913, l'IWW mène deux grèves retentissantes avec les ouvrières des usines textiles de Lawrence (Massachusetts) et de Patterson (New Jersey). Les principales revendications portent sur les salaires et les heures



William Dudley Haywood, lors de la grève de la soie, en 1913 à Paterson, au centre du cortège. Photographie de presse, Bain News Service, conservée dans la George Grantham Bain Collection (Library of Congress).

de travail. Celle de Lawrence se fait au mot d'ordre, bientôt célèbre : « Bread and Roses » (« Du pain et des roses »). Les ouvrières sont pour la plupart des immigrées, appartenant à quarante nationalités. Avec le soutien de l'IWW, elles ont élu un comité de grève « multinational ». Le syndicat modéré AFL a tenté de saboter la grève, sans succès. Les principaux dirigeants de l'IWW, Bill Haywood et Elisabeth Gurley Flinn, sont venus aider.

Ensemble, ils appuient les deux cadres locaux, d'origine italienne, l'anarcho-syndicaliste Joseph Ettori et le socialiste Arturo Giovannitti. L'IWW prend une initiative qui rencontre un grand succès : envoyer les enfants affamés des familles grévistes dans des familles de sympathisants à New York et dans des villes des environs pour y séjourner. Un deuxième convoi d'enfants est brutalement stoppé par la police, qui arrête mères et enfants sur le départ, ce qui suscite une vague d'indignation dans le pays. Finalement, le patronat du secteur textile est contraint d'accepter les principales revendications des ouvrières, à commencer par la journée de huit heures, sans réduction des salaires.

À l'exception de l'Australie, à la veille de la Première Guerre mondiale, la durée légale du travail dans les pays industrialisés, quand elle existe, est de dix heures, voire douze ou quatorze heures, comme en France (l'abaissement de la durée légale s'appliquant aux femmes et aux personnes jeunes).

La lutte pour la réduction du temps de travail ne se limite pas aux pays les plus industrialisés : elle se développe aussi en périphérie de l'Europe, par exemple en Grèce et (surtout) en Russie. Dans le contexte de l'effort de guerre, en août 1916, éclate dans les mines de fer de l'île de Sérifos en Grèce une grève des mineurs organisée par des militants anarcho-syndicalistes, dont Kostas Speras (1893–1943). Les conditions de travail étaient atroces : douze à quatorze heures de travail, pas de sécurité, de nombreux morts dans les galeries. Les grévistes exigent la journée de huit heures, un meilleur salaire et des garanties minimales de sécurité. Le gouvernement envoie d'abord les forces de police ; leur commandant commence par arrêter les dirigeants de la grève et tue trois militants ouvriers. Il est mis hors d'état de nuire par la foule des mineurs et jeté à la mer. Les policiers sont désarmés, les prisonniers libérés, et le Conseil ouvrier prend le contrôle de l'île : il occupe le port. Quelques semaines plus tard, en septembre, le pouvoir envoie une frégate ; à son bord, des centaines de soldats qui « rétablissent l'ordre ». L'entreprise qui exploite la mine accepte les principales demandes des grévistes, à commencer par la journée de huit heures.

En Russie, le combat pour la réduction de la journée de travail a débuté dès 1896, lors

des grèves de Saint-Pétersbourg. Les grèves reprennent dès l'année suivante, en 1897, qui voit l'obtention d'une première, bien que modeste, victoire : la durée maximale de la journée est fixée à 11,30 heures, durée applicable dans toute la Russie... À l'été 1903 éclate dans les grandes villes du sud de la Russie – Bakou, Tiflis, Batoum, Elisabethgrad, Odessa, Kiev, Nicolaïev, Ekaterinoslav – un grand mouvement spontané de grèves ouvrières dont les revendications sont salariales et pour la réduction du temps de travail. Il s'agit de grèves massives ; les cortèges sont imposants ; les réunions, prises de parole se multiplient, comme les arrestations et les combats de rue, souvent. Selon Rosa Luxemburg (1871-1919), dans son livre *Grève de masse, parti et syndicats* (1906), « mille conflits économiques partiels, mille incidents “fortuits” convergèrent, confluent en un océan puissant ; en quelques semaines tout le sud de l'Empire tsariste fut transformé en une étrange République ouvrière révolutionnaire ». Des victoires partielles sont obtenues ici ou là, y compris sur la journée de huit heures, malheureusement il n'y a pas de résultat général. Rosa Luxemburg cite les commentaires du correspondant d'un journal libéral, *Osvobojudenié* :

« Accolades fraternelles, cris d'enthousiasme et de ravissement, chants de liberté, rires joyeux, gaieté et transports de joie : c'était tout un concert qu'on entendait dans cette foule de milliers de personnes allant et venant à travers la ville du matin au soir. Il régnait une atmosphère d'euphorie ; on pouvait presque croire qu'une vie nouvelle et meilleure commençait sur la terre¹. »

Cette description aurait pu s'appliquer à bien des moments de cette longue histoire de la « guerre civile » pour la réduction de la journée de travail. Les luttes émancipatrices, malgré les défaites, les arrestations, les victimes, sont, le temps de quelques heures, jours ou semaines, des moments privilégiés dans la vie des opprimés, des journées festives et joyeuses, des éruptions volcaniques de liberté, des « interruptions messianiques », dirait Walter Benjamin, dans la longue chaîne de la domination.

En janvier 1905, 140 000 ouvriers se mettent en grève à Saint-Pétersbourg. Les délégués des grévistes, souvent militants socialistes, élaborent une charte prolétarienne des libertés civiques, mentionnant comme première revendication la journée de huit heures ; c'est en portant cette charte que, le 22 janvier, 200 000 ouvriers, conduits par le prêtre Gapone, défilent devant le palais du tsar, avant de se faire massacrer par les mitrailleuses de l'autocrate.

C'était le début de la révolution de 1905, qui atteint son apogée lors des grandes grèves des mois d'octobre et novembre. Le Soviet de Saint-Pétersbourg cherche à instaurer la journée de travail de huit heures obligatoire par les grèves et mobilisations. Les mencheviks considèrent cette demande comme prématurée. Ce n'est pas l'avis des délégués du Conseil ouvrier. Rosa Luxemburg raconte ce qui se passe ensuite :

« En octobre eut lieu à Saint-Pétersbourg l'expérience révolutionnaire de l'instauration de la journée de huit heures. Le Conseil des délégués ouvriers décide d'introduire par des méthodes révolutionnaires la journée de huit heures. C'est ainsi qu'à une date déterminée tous les ouvriers de Saint-Pétersbourg déclareront à leurs patrons qu'ils refusent de travailler plus de huit heures par jour et quitteront leurs lieux de travail à l'heure ainsi fixée. Cette idée fut l'occasion d'une campagne intense de propagande, elle fut accueillie et exécutée avec enthousiasme par le prolétariat qui ne regarda pas aux plus grands sacrifices. [...] En l'espace d'une semaine, on avait introduit dans toutes les usines et ateliers de Saint-Pétersbourg la journée de huit heures, et la joie de la classe ouvrière ne connut plus de bornes. Bientôt cependant, le patronat, d'abord désarmé, se prépare à la riposte. Partout on menace de fermer les usines. Un certain nombre d'ouvriers acceptent de négocier, obtenant ici la journée de dix heures, là la journée de neuf heures. Cependant, l'élite du prolétariat de Saint-Pétersbourg, les ouvriers des grandes usines nationales

de métallurgie, restent inébranlables. Il s'ensuit un *lock-out* : 45 000 à 50 000 ouvriers sont mis à la rue pour un mois. De ce fait, le mouvement en faveur de la journée de huit heures se poursuit dans la grève générale de décembre, déclenchée en grande partie par le lock-out². »

Malgré la défaite de la révolution en décembre 1905, la réduction du temps de travail a en fait été conquise dans les principales régions de l'Empire tsariste.

Toujours selon Rosa Luxemburg :

« Actuellement la Russie est en avance, en ce qui concerne la durée réelle du travail, non seulement sur la législation russe qui prévoit une journée de travail de onze heures et demie, mais sur les conditions effectives du travail en Allemagne. Dans la plupart des branches de la grande industrie russe, on pratique aujourd'hui la journée de huit heures, qui constitue, aux yeux mêmes de la social-démocratie allemande, un objectif inaccessible³. »

Pendant les années de reflux, de 1906 à 1916, les patrons sabotent ces conquêtes ouvrières ; la réduction de la journée de travail est à nouveau à l'ordre du jour en 1917.

Au-delà de l'Europe et des États-Unis, partout dans le monde se développent les grèves et les manifestations pour les « trois huit », pendant le cours des premières décennies du ^e siècle.

Par exemple, en juillet 1917 a lieu dans la ville de São Paulo, au Brésil, une véritable grève générale, sous l'impulsion de militants anarcho-syndicalistes. En juin 1917 des grèves ont éclaté dans plusieurs usines de la ville, où travaille un prolétariat surexploité, souvent d'origine immigrée (italienne, espagnole), incluant un grand nombre de femmes et enfants. L'assassinat, par la police, d'un jeune cordonnier anarchiste espagnol, Antonio I. Martinez, le 9 juillet, finit de mettre le feu aux poudres. En quelques jours la ville est paralysée. Des grèves, émeutes, pillages, barricades et manifestations se multiplient spontanément, tandis qu'un Comité de défense prolétarienne (CDP), composé de syndicalistes anarchistes et socialistes, prend la direction du mouvement. Son porte-parole est l'anarchiste Edgard Leuenroth (1881-1968)⁴. Le CDP a établi une liste de revendications, incluant la journée de huit heures, la semaine de quarante-huit heures, le droit d'organisation, l'interdiction du travail des enfants de moins de quatorze ans, l'augmentation des salaires, une taxe de 50 % sur les heures supplémentaires, la libération des militants arrêtés et l'interdiction de licenciement des grévistes. La grève s'étend à d'autres villes du pays, notamment Porto Alegre et Rio de Janeiro, mais avec moins de puissance. À São Paulo, le CDP contrôle la ville, organise la distribution de lait et de nourriture dans les hôpitaux, et attribue aux voitures les autorisations de circulation dans la ville.

Après avoir, dans un premier temps, refusé de négocier, le patronat est contraint de s'asseoir à la table de négociation avec les délégués des grévistes. Certaines des revendications seront acceptées – notamment l'augmentation des salaires –, d'autres, comme la journée de huit heures, sont refusées ou, de facto, non appliquées. La grève générale de São Paulo reste dans



Rosa Luxemburg, sans date.

l'histoire du mouvement ouvrier brésilien un exemple singulier du pouvoir de la classe ouvrière en lutte.

La Révolution russe de 1917 constitue un tournant dans cette longue histoire. Après l'insurrection de février 1917 sont constitués les comités d'usine à Saint-Pétersbourg et dans d'autres villes ; leur première bataille, la campagne pour la journée de huit heures et le paiement des jours de grève qui ont précédé la chute du tsar. Le patronat résiste, mais après la révolution d'octobre, le gouvernement bolchevique instaure la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.



Usine Putiloff à Saint-Petersbourg, 1914. Photographie de presse, Agence Rol, BnF (Gallica).

Cet événement crée le précédent historique tant attendu, qui a bientôt des répercussions internationales. Octobre 17 a sans doute contribué à généraliser le combat pour les huit heures et à imposer, un peu partout, la légalisation de la réduction du temps de travail. Lors des révolutions qui renversent les monarchies en Europe centrale en 1918-19 – Allemagne, Autriche, Hongrie –, la journée de huit heures est l'une des premières conquêtes des travailleurs. En Italie, la situation est plus contradictoire : entre 1919 et 1920, ouvriers d'industrie et travailleurs agricoles mènent des grèves massives, semi-insurrectionnelles, du nord au sud du pays. Les deux principales revendications, souvent imposées lors de conflits locaux, sont la journée de huit heures et les contrats collectifs. De cette époque date une célèbre chanson communiste sur les huit heures, dans laquelle les ouvriers et ouvrières s'adressent ironiquement aux patrons :

*Si otto ore vi sembran poche, provate voi a lavorar
 E troverete la differenza tra di comandar e di lavorar
 E noi faremo come la Russia, chi non lavora non mangera
 E squileremmo il campanello, falce-martello trionfera.*

Le cas du Pérou est intéressant. Le mouvement anarcho-syndicaliste commence, en juin 1917, à organiser des grèves de travailleurs et de travailleuses agricoles pour les huit heures. Une manifestation de femmes paysannes dans la ville de Huacho est violemment réprimée, deux dirigeantes, Irene Salvador de Lino et Manuela Díaz Chaflojo, sont assassinées par la police. En décembre 1918, ce sont les ouvriers et ouvrières du textile à Lima qui se mobilisent pour les « trois huit ». Le gouvernement du président Paredes choisit de répondre par la manière forte : suspension des libertés, répression policière des manifestations, arrestations de dirigeants. La riposte des syndicalistes ne se fait pas attendre : ils déclarent, en janvier 1919, la grève générale dans tout le pays, et notamment dans la capitale, Lima, qui sera entièrement paralysée. Contraint et forcé par la mobilisation de masse de céder, le gouvernement décrète, le 15 janvier 1919, la journée de travail de huit heures : ce petit pays périphérique et sous-développé de l'Amérique latine est ainsi un des premiers au monde – un peu avant la France, et bien avant les États-Unis – à adopter une législation qui établit les « trois huit » !

La « guerre civile » entre le capital et le travail autour de la durée de la journée de travail a souvent pris la forme d'une confrontation violente. Un des exemples les plus

dramatiques fut l'épisode connu comme la « semaine tragique » de janvier 1919 en Argentine. En décembre 1918 des militants anarcho-syndicalistes de la Fédération ouvrière régionale d'Argentine (FORA) organisent une grève dans une grande usine métallurgique de Buenos Aires. Ils réclament la journée de huit heures, une augmentation salariale et des garanties de santé. Une attaque de la police, le 7 janvier 1919, laisse quatre ouvriers sur le carreau, morts. Une grève générale s'étend dans Buenos Aires et à plusieurs grandes villes. L'autre courant, plus modéré, de la FORA se voit obligé de rejoindre le mouvement, et le 9 janvier une foule d'environ 200 000 personnes porte au cimetière les ouvriers assassinés. La police tire à nouveau. Cette fois, elle fait environ cent morts et des centaines de blessés. Des barricades se dressent dans la ville, des églises et des commissariats sont attaqués, des arsenaux sont dévalisés, et on tente de mettre le feu à l'usine à l'origine du conflit. Le 11 janvier, le président, « radical », Irigoyen appelle l'armée à « rétablir l'ordre ». Profitant du soutien ou de la « neutralité » des militaires, des bandes armées pré-fascistes, composées de fils de bonnes familles, se constituent, sous le nom de Ligue patriotique argentine, en une ligue commandée par un vice-amiral ; ces bandes vont se livrer, dans la plus totale impunité, à un véritable « pogrom », le seul de l'histoire de l'Amérique latine, contre le Once, quartier juif de Buenos Aires. On accuse les juifs d'être des agents russes au service du bolchevisme... Des synagogues, des locaux syndicaux, des rédactions de journaux ouvriers, des bibliothèques populaires juives, des coopératives sont incendiées, et des centaines de Juifs assassinés. Bilan de la « semaine tragique » : entre 700 et 1 000 morts...

Le gouvernement doit négocier. Il concède des augmentations salariales, la libération de 2 000 prisonniers, la non-démission des grévistes et la journée de neuf heures. Celle de huit heures ne sera obtenue qu'en 1929.

En France, le 23 avril 1919, sur proposition du gouvernement Clemenceau qui craint une grève générale, le Sénat ratifie la loi des huit heures et fait du 1^{er} mai 1919 une journée chômée. Le syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte voyait dans cette décision une « répercussion de la Révolution russe qui obligeait le gouvernement à jeter du lest, à envisager de donner quelques satisfactions à la classe ouvrière. C'est la Révolution russe qui nous a fait ce cadeau ». Le gouvernement cherche à interdire les manifestations du 1^{er} mai, car les organisations ouvrières les ont maintenues, avec l'objectif d'exiger l'application effective et rapide des huit heures. Malgré la répression, elles défilent dans tout le pays, qui connaît plus de 2 000 grèves. Ce sont 1,3 million de grévistes qui sont dans la rue cette année-là, et 100 000 manifestants rien qu'à Paris⁵.

Au milieu des années 1920 apparaît une revendication nouvelle, qui concerne elle aussi le temps libre des travailleurs. Il s'agit d'une demande inconnue à l'époque de Marx : les *congés payés*.



Affiche dessinée par Félix Doumenq pour la campagne de la Confédération générale du travail, en 1919 : la loi sur la journée de huit heures vient d'être votée, le syndicat réclame son application⁶.

En 1926, la CGT revendique, à l'occasion de son congrès, le principe des congés payés. C'est en 1936, à la suite de la victoire du Front populaire aux élections législatives et surtout des grèves massives dans toute la France en mai et juin, que les travailleurs obtiennent deux semaines de congés payés. C'est aussi le moment historique d'une nouvelle avancée dans la réduction du temps de travail, avec l'instauration de la semaine de quarante heures.

La revendication de la réduction du temps de travail a souvent été liée à celle du combat contre le chômage. C'est l'angle d'attaque qu'a choisi Léon Trotsky, lorsqu'il formule son « Programme de transition » en 1938, visant à rassembler les plus larges masses de travailleurs autour de revendications concrètes qui sont, en dernière analyse, en contradiction avec les bases du capitalisme.

Voici la section du Programme qui concerne les heures de travail :

« Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant "structurel" » que "conjuncturel", il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de l' . Les syndicats et les autres organisations de masse doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité. Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de

chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail ! Le salaire, avec un minimum strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes⁷. »

On va souvent retrouver cette revendication, au titre du « partage du travail » – terme ambigu et source de malentendus – au cours des luttes du e siècle. Sa seule limite, c'est qu'elle n'est pas adaptée à des conjonctures de relatif plein-emploi.

*

Une fois la journée de huit heures obtenue dans la plupart des pays, à partir de 1939 la revendication de la réduction du temps de travail semble perdre en urgence ; elle ne joue plus, pendant longtemps, un rôle moteur dans les luttes ouvrières. Ce n'est que vers la fin du e siècle que de nouveaux combats et de nouvelles avancées ont lieu sur ce terrain. Beaucoup de temps a été perdu dans le cheminement vers le règne de la liberté...

Comment expliquer cette longue parenthèse ? Il semblerait qu'un plafond de verre limite la poursuite de la mobilisation pour la réduction du temps de travail au-delà des « trois huit ». Est-ce la faute à la bureaucratie syndicale, aux appareils des partis socialiste et communiste ? Ou est-ce que la majorité des travailleurs a intériorisé les huit heures comme journée de travail « normale » ? En tout cas, la réduction des heures de travail semble disparaître de l'horizon des mobilisations prolétariennes pendant plusieurs dizaines d'années. Cette parenthèse est d'autant plus étonnante que des luttes sociales dures et des grèves retentissantes ont eu lieu pendant toutes ces années.

En France, au lendemain de la Libération (1944-1947), de nombreuses mesures sociales sont prises grâce à l'influence considérable des syndicats, de la gauche et du Parti communiste en particulier : nationalisations des grandes entreprises et participation des salariés à leur gestion – comités d'entreprise –, mise en place de la Sécurité sociale, statut de la fonction publique et inscription du droit de grève dans le préambule de la constitution. Rien sur la journée de travail... Pire, la semaine de 40 heures du Front populaire cesse d'être appliquée dans les années de l'après-guerre !

Il faut attendre la grève générale de mai 68 pour obtenir quatre semaines de congés payés et le *retour progressif* aux quarante heures hebdomadaires conquises en 1936...

Ce n'est qu'en 1982, pendant la courte période « sociale » du premier mandat présidentiel de Mitterrand, que des avancées – limitées – ont lieu, avec la semaine de 39 heures et les cinq semaines de vacances. Ensuite, il faut attendre encore presque vingt années (1998) pour qu'un nouveau pas en avant se matérialise, avec la loi Aubry des 35 heures.

Quelques mots sur cette dernière : comme le rappellent Michel Husson et Stéphanie Treillet dans un article récent, la loi Aubry « s'est faite dans des conditions socialement insatisfaisantes, mais il serait absurde de la rejeter comme “anti-économique”. En effet, sur les deux dernières décennies, tous les emplois nets créés dans le secteur privé l'ont été lors du passage aux 35 heures⁸ ».

Si les 35 heures ont déçu beaucoup de travailleurs, c'est parce que « les modalités adoptées à l'époque ont dégradé les conditions d'existence de larges couches du salariat », notamment à cause de l'intensification du travail, et du gel des salaires. En outre, observent les auteurs de l'article :

« Le diable est souvent dans les détails, et on pourrait citer d'autres modalités qui ont réduit l'impact des 35 heures sur l'emploi, en particulier la non-extension aux petites entreprises et la non-limitation du

recours aux heures supplémentaires. On sait que la droite revenue au pouvoir, faute de défaire les 35 heures malgré tout considérées comme un acquis, s'est engouffrée dans cette brèche pour contourner la notion même de durée légale du travail. »

Hélas, la « gauche » hollandaise a suivi essentiellement la même route... Husson et Treillet concluent qu'une vraie réduction du temps de travail capable de créer des emplois « ne peut se faire que sous le contrôle des salariés dont la tâche serait, outre de vérifier la réalité des créations d'emplois, de dresser un plan d'embauches qui ne serait pas forcément le simple décalque de la structure initiale des postes de travail mais tiendrait compte des besoins effectifs, de la pénibilité relative et de la nécessité de résorber les emplois précaires² ».

Dans cette perspective de « contrôle par en bas », la réduction du temps de travail constitue le moyen de créer massivement des emplois et de satisfaire les besoins sociaux sans passer par davantage de croissance du PIB. Elle est donc en rupture avec le productivisme et l'idéologie bourgeoise de l'« expansion ».

*

Pour conclure ce chapitre, un mot sur le temps libre, le temps du repos et du plaisir, selon les mots d'un combattant pour la réduction de la journée de travail.

William Morris, artiste, poète, révolutionnaire marxiste libertaire, auteur du roman utopique *Nouvelles de nulle part* (1890), écrivait dans un article de 1885 ces paroles qui restent actuelles un siècle et demi plus tard :

« Le dogme quasi théologique du travail comme bienfait pour le travailleur quelles que soient les circonstances est hypocrite et faux ; [...] le travail est bon quand il est associé à l'espoir légitime du repos et du plaisir. »

Comme Marx, Morris reconnaît le « royaume de la nécessité », mais, comme l'auteur du *Capital*, il observe que, dans une société émancipée de la tyrannie du capital, « le travail nécessaire n'occupera plus qu'une petite partie de la journée (et) ne sera plus une charge ». Le reste de la journée, le temps libre sera dédié au repos et au *plaisir*, concrètement au « plaisir physique et mental, scientifique et artistique, social et individuel [...] pour notre jouissance propre et celle de nos prochains ». Mais cette nouvelle société ne sera pas obtenue « paisiblement » : pour l'instituer, il faudra un dur et incessant combat contre l'« injustice et la folie » qui règnent dans la civilisation capitaliste¹⁰.

-
1. R. Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats* [1906], in *Œuvres I*, Paris, Maspero, 1969, p. 110.
 2. R. Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, *op. cit.*, p. 124.
 3. *Ibid.*
 4. N. B. J'ai eu la chance de connaître et d'établir des liens d'amitié avec Edgard Leuenroth à la fin des années 1950 (M. L.).
 5. Mensuel *Lutte ouvrière*, février 2014.
 6. Voir aussi, pour un commentaire de l'affiche, Danielle Tartakowski, « L'application des huit heures », sur le site L'Histoire par l'image (<https://www.histoire-image.org/etudes/application-8-heures>), 2003.
 7. L. Trotsky, *Programme de transition ou l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*, Paris, Éditions de la troupe rouge, 1973, pp. 26127.
 8. Michel Husson et Stéphanie Treillet, « La réduction du temps de travail, un combat central et d'actualité », *Contretemps*, n° 20, 2014.
 9. *Ibid.*
 10. William Morris, « Travail utile et vaine besogne » (1885), in *La Civilisation et le Travail*, Le Passager clandestin, 2013, présentation par Anselm Jappe, pp. 48150, 60161. Cet article fut publié dans le journal de la *Socialist League*, organisation fondée par William Morris, avec le soutien d'Eleanor Marx, fille cadette de Karl, et de Friedrich Engels.

IV.

La bataille autour du temps de travail au XXI^e siècle

À l'aube du XXI^e siècle, après que le siècle politique ouvert par la révolution russe de 1917 se soit refermé en 1989, enseveli sous les décombres du mur de Berlin, le royaume de la non-liberté a pu, lui, se déployer universellement. Débarrassé des régimes bureaucratés de l'Est, qui faisaient obstacle à son emprise totale, le capital a su profiter de cette opportunité pour étendre son règne aux quatre coins du globe. Dès lors, le vol de temps de travail effectué au détriment des salariés prit l'ampleur d'un braquage mondial. Bien sûr, cette croisade de chronophagie a rencontré, et rencontre encore, de nombreuses résistances sur son chemin. De vaillantes armées de Robin des Bois en tout genre, n'ayant pas renoncé à prendre aux riches pour donner aux pauvres, s'activent ici et là, depuis quelques forêts de Sherwood qui n'ont pas rendu les armes, ou sur les places publiques de grandes capitales, subitement saturées de manifestants en colère. Cependant, malgré leur enthousiasme, leur courage et leur dynamisme, ces mobilisations ne sont pas parvenues jusqu'à présent à stopper la mise en coupe réglée de notre temps.

Le royaume du capital a pris possession du monde comme jamais. Pour autant, même en position de force, le système demeure sous la pression d'une crise économique endémique qui le ronge de l'intérieur, et le pousse à vouloir vendre pour vendre, à surproduire et suraccumuler des marchandises qui ne trouvent plus d'acquéreurs ni de marchés solvables. Cette crise a connu une expression spectaculaire lors du krach financier de 2008, annoncé par un premier choc à l'été 2007. La machine à profits manqua soudain de carburants. Or, en matière de combustibles rentables, la main-d'œuvre humaine reste, pour l'économie de marché, le gisement par excellence, la source la plus prolifique en bénéfices pour peu qu'elle soit exploitée à plein. La ruée vers l'or du temps a depuis repris de plus belle, car la plus-value n'est, en dernière instance, que du temps de travail volé à celles et à ceux qui sont obligés, pour vivre, de vendre leur force de travail, manuelle ou intellectuelle. Conscients de cette donnée structurelle, les maîtres du temps salarial ont décidé de dérégler les horloges et de repousser les aiguilles du cadran du travail en leur faveur par tous les moyens nécessaires, empiétant sur chaque instant possible.

Lorsqu'il avait proposé de comparer la paie des travailleurs à l'authentique valeur ajoutée que leur savoir-faire donne aux biens et aux services, Karl Marx avait mis en lumière, dès le ^e siècle, l'extorsion dont sont victimes les salariés au jour le jour : un détournement quotidien, de l'ordre d'une demi-journée de travail en moyenne, selon lui. En somme, à partir de ce seuil journalier, les prolétaires travaillent gratuitement pour le compte des capitalistes, qui, eux, s'assurent de transformer ce surtravail, ce travail gratuit, en plus-value, en profits et en dividendes. Comme au ^e siècle, à l'époque de Marx, le capital ne se contente pas d'extorquer du temps aux salariés sur les plages horaires de la durée légale du temps de travail, ou sur les temps de pause. Il traque aussi les minutes, les heures et les années, tous azimuts.

Aujourd'hui, cette offensive se généralise. Elle s'étend à de nombreux domaines, de la banalisation du travail dominical jusqu'au report, sans fin, de l'âge légal de la retraite. Elle atteint de telles proportions que la tendance globale à la baisse du temps de travail, observée partout dans le monde depuis plus d'un siècle et demi, semble devoir progressivement s'inverser alors qu'elle paraissait inéluctable.

En effet, en plus de cent ans, les nouveaux moyens technologiques liés à l'industrialisation, puis à l'hyperindustrialisation (cybernétique, robotisation, etc.) ont permis de gagner du temps, en premier lieu dans les opérations de la production de biens et de services. De plus, la salarisation accrue de la population a marginalisé les indépendants qui travaillent plus que les salariés. Le temps de travail a logiquement diminué sur cette période. Résultante de tous ces facteurs, le fait était là, incontestable. Sous la contrainte des mobilisations populaires, le temps de travail, en France a diminué de moitié durant les 150 dernières années – 3 000 heures annuelles en 1830 contre 1 610 heures de nos jours. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ce mouvement connaît même un rythme régulier, aux alentours de 1 % par an. Selon l'Insee, le temps de travail a baissé en moyenne de 25 % lors les soixante dernières années au sein des pays développés. Cette baisse s'est réalisée partout jusqu'au milieu des années 1980. Depuis, elle s'est nettement stabilisée. Il ne s'agit pas d'un phénomène économique mécanique pour autant, et le temps de travail traduit, avant toutes choses, l'expression concrète du rapport de force entre les classes sociales. Les acquis sociaux imposés par les luttes concernant la journée de huit heures, les retraites, ou les congés payés ont donc joué un rôle primordial dans cette évolution. Par ailleurs, force est de constater que l'affaiblissement de l'offre de travail, en France, durant plusieurs décennies, ainsi que la progression du temps partiel, principalement imposé aux femmes, ont également contribué à cette inflexion.

Au point de s'inverser ? Bloquer ce processus et amorcer un rétropédalage de cette nature n'est pas une mince affaire compte tenu de l'ampleur du mouvement en cours. Tel est pourtant le sinistre exploit que tente de réaliser aujourd'hui l'économie de marché. Elle remonte le temps de manière effrénée, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest. Dans les pays pauvres, ou en voie de développement, le retour en arrière est visible à l'œil nu tant les conditions de travail du prolétariat évoquent celles du monde ouvrier de l'Europe du^e siècle : 12 heures de travail par jour en Indonésie, ou aux Philippines ; 14 heures au Sri Lanka ; 16 heures en Chine méridionale, où les ouvriers travaillent jusqu'à l'épuisement dans nombre d'usines de l'industrie électronique, etc. En la matière, le rare contre-exemple vient de la Bolivie, un des pays les plus pauvres du monde, où le gouvernement d'Evo Morales a récemment institué la semaine de 35 heures. Comme quoi, il n'est pas besoin d'attendre qu'un pays soit riche, industrialisé et informatisé pour commencer à réduire la journée de travail...

Le globe regorge de zones franches et de *maquiladoras*. Les ateliers géants de fabrication et de sous-traitance de la mondialisation capitaliste sont des zones de non-droit qui se comptent par milliers. Là-bas, des millions de petites mains besogneuses s'activent et assurent le succès des grandes marques occidentales dans l'anonymat et la misère. Les travailleurs, souvent des travailleuses, s'attellent à la tâche, sans relâche, sur des chaînes de montage ou dans des ateliers sordides. Pour des raisons de « commodité », la main-d'œuvre vit le plus souvent sur place, sans jour de repos, ni congés, pas même de congé de maternité pour les femmes enceintes. Le travail des enfants, comme au^e siècle, y est monnaie courante : des mineurs âgés de six à quatorze ans effectuent des semaines de 64 heures dans les usines du textile au Bangladesh pendant qu'un enfant de treize ans en Chine peut travailler jusque 16 heures par jour, « payé » 0,70 dollar de l'heure, tout ça pour que les écrans de nos smartphones nous tiennent informés de ce qui se passe dans le monde. Ou presque. Le mouvement ouvrier européen, lui, ne ferme pas les yeux, mais regarde trop souvent son nombril, au point d'en oublier l'internationalisme qui lui permettrait de comprendre que la classe ouvrière qui meurt au-delà de nos frontières est aussi la nôtre, et qu'en l'occurrence, pour elle, la question du temps de travail est un sujet vital au sens littéral du terme. En outre, cet enjeu nous rattrape aussi progressivement au Nord, car le capital n'entend plus se contenter de la réserve en main-d'œuvre bon marché que lui fournit le Sud, si abondante soit elle. Raison pour laquelle les politiques libérales nous récitent, ici, inlassablement l'hymne du « travailler plus pour gagner plus ! » depuis maintenant vingt ans et qu'elles ont réussi, en faisant entonner cet air à la classe politique,

à nous reprendre des quantités innombrables de temps : allongement de la durée légale du temps de travail, quotidienne comme hebdomadaire ; report de plusieurs années de l'âge de départ à la retraite ; banalisation du travail de nuit ; généralisation du travail le dimanche, érigeant progressivement l'activité dominicale en règle alors que cette « exception » concernait pourtant déjà un salarié sur trois. Alors qu'il a fallu attendre, en France, l'année 1909 pour qu'une loi inscrive enfin la durée légale de travail quotidien à huit heures, à la suite de nombreux drames au travail et de puissantes mobilisations sociales, des lois récentes permettent de l'allonger maintenant jusqu'à douze. Le tout au nom du progrès.

Les communicants qui entourent le pouvoir ne rechignent pas à jongler avec les oxymores et s'y entendent pour maquiller un grand bond social vers le passé en un gage extraordinaire vers l'avenir. Tel un lointain écho des devises du sinistre ministère de la propagande du roman de George Orwell *1984*, proclamant : « La guerre, c'est la paix ; la liberté c'est l'esclavage ; l'ignorance c'est la force », l'adaptation patronale du slogan « Le travail c'est la santé ! » tourne en boucle sur les ondes. Les prompteurs télévisés déroulent cette idée à longueur de journées et les éditos avertis la décryptent. Le lexique du pouvoir est riche en adjectifs dès lors qu'il s'agit de nous expliquer que le labeur est notre salut. Les travailleurs ne seraient plus des bêtes de somme mais des « acteurs de la vie de l'entreprise », les progrès technologiques et les avancées de la médecine permettraient de travailler 50 heures par semaine selon les calculs de quelques « spécialistes » avisés, et les retraités n'en finiraient pas de ne pas vieillir au point que nous serions tous promis à une vie de centenaire. Pourtant, de l'avis de tous, mal-être au travail et souffrances professionnelles sont le grand fléau du ^e siècle. Le travail tue : 500 personnes succombent d'un accident intervenu sur leur lieu de travail chaque année en France ; une personne se suicide chaque jour à cause de son travail. Le travail de nuit multiplie les risques de cancer : 19 % de risque en plus chez les femmes selon la revue *Cancer Epidemiology, Biostatistics & Prevention*. Le non-travail tue également : selon une étude de l'Inserm de 2015, plus de 10 000 décès par an seraient liés au chômage, du fait des dépressions, de l'isolement, des suicides et des maladies que cette situation peut susciter. L'espérance de vie en bonne santé baisse, passant de 62,7 ans à 61,9 ans pour les hommes entre 2008 et 2010, et de 64,6 ans à 63,5 pour les femmes. Enfin, l'espérance de vie à la naissance, c'est-à-dire l'espérance de vie au sens strict, en vient, elle aussi, à diminuer : de 0,3 an pour les hommes et de 0,4 pour les femmes entre 2014 et 2015, en France, du jamais-vu depuis 1960. Ces signaux d'alarme sociale ne troublent cependant pas l'argumentaire de la classe dominante, qui persiste à prétendre qu'une vie de labeur prolongée nous préserverait du pire.

Ainsi s'inverse, à bas bruit, la tendance universelle à la réduction du temps de travail. Cette captation du temps « perdu » par le capital s'accompagne, en prime, d'une intensification du processus d'aliénation, qui prend forme au sein de l'enceinte des lieux de travail et qui se poursuit bien au-delà de leurs murs. Comme si l'aliénation salariale ne « lâchait » pas les travailleurs, même sortis de l'entreprise, leur collant toujours plus à la peau. En quittant son poste, l'employé « responsabilisé » emporte sa charge de travail avec lui et participe à sa surexploitation en imaginant déjà une manière plus performante de s'exploiter lui-même le lendemain. À ce stade, la frontière entre temps libre et temps aliéné fond comme neige au soleil. Cette évolution s'imisce subrepticement au plus profond de chaque travailleur : elle bouleverse le terrain anthropologique, modifiant le rapport de l'homme à son environnement économique et social, ainsi qu'à la mesure du temps. Le travailleur perd sa vie à vouloir la gagner.

Dans cette situation, les voies de l'émancipation et de la liberté peuvent difficilement contourner ce tout-puissant ennemi. Au royaume de la non-liberté, la solution ne réside ni dans la « fin du travail », ni dans la fuite individuelle. La fuite individuelle revient à croire que l'émancipation débute là où le salariat individuel prend fin, même dans le cadre d'une société capitaliste maintenue. Or, si l'abolition du salariat est une des conditions

nécessaires pour saper les fondations du règne du capital, elle ne l'est qu'au titre d'une transformation collective de toute la société, au profit d'un ordre social nouveau bénéficiant à chacun d'entre nous, fondé sur un rapport au travail débarrassé de l'alinéation et de l'exploitation. En l'absence d'un tel bouleversement des règles du jeu, le contournement personnel ne peut s'étendre à tous et revient, dans les faits, à généraliser la précarité en prêtant à ce statut une portée qu'il n'a pas. Car, l'autonomie professionnelle ou l'affranchissement individuel du patronat ne pousse pas plus dans une file d'attente d'une agence d'intérim que dans l'atelier d'une usine. La « fin du travail », elle, épouse le discours qui prétend que le développement de l'automatisation et de l'informatique va supprimer l'emploi, et rendre ainsi le chômage inévitable. Or, se convertir à cette hypothèse idéologique fait entrer le loup dans la bergerie. Même lorsqu'on imagine y trouver matière politique à solidarité en vantant, par exemple, les mérites du revenu universel de base – « puisque le plein-emploi est désormais impossible, il faut que l'État garantisse un revenu minimum à chacun ». Cette inclinaison positionne le mouvement ouvrier sur un terrain miné, au risque que le diagnostic se retourne contre la proposition elle-même tel un vilain boomerang. Car, cette analyse transforme une prophétie libérale en un horizon indépassable où non seulement le droit à l'emploi a disparu des radars, mais où le temps libéré de l'aliénation, lui-même, est troqué contre le droit à une permission, moyennant une solde qui s'annonce d'emblée dérisoire. Or, nous revendiquons la liberté réelle, non pas une liberté conditionnelle, placée sous la surveillance du patronat et la dépendance financière de l'État. L'aliénation étatique n'est pas l'alternative à l'aliénation salariale. Elles se valent sur le fond. Revendiquer que la société garantisse à tous et toutes une protection sociale universelle contre les mauvais coups du capitalisme est légitime. Réclamer une allocation d'autonomie et d'études pour tous les jeunes de moins de vingt-cinq ans afin de leur permettre de se concentrer sur leur formation, sans être obligé de travailler pour financer leurs études, est affaire de justice sociale. Exiger une loi qui interdise les licenciements, et donc une nouvelle branche de la sécurité sociale, qui assure à chaque salarié licencié le maintien de son salaire et de sa qualification en cas de fermetures d'entreprises, grâce à un fonds collecté sur les profits des plus grandes entreprises, est un acte de salubrité publique. Défendre le statut de l'intermittence pour les activités du spectacle, du théâtre ou du cinéma, et proposer de l'étendre à d'autres professions, est également légitime.

Il n'est pas nécessaire de passer de l'autre côté du miroir pour autant, en tombant dans le piège qui consiste à opposer les acquis sociaux entre eux, celui du droit à l'emploi et du temps libre en particulier. Pourquoi offrir une telle caution sociale à une analyse libérale erronée ? Qu'est-ce qui prouve, par exemple, qu'un emploi sur deux sera effectivement automatisé dans les deux prochaines décennies, comme l'affirment les tenants de la fin du travail ? Dans un article intitulé « Le monde merveilleux du revenu universel¹ », Michel Husson nous met en garde contre ces prédictions péremptoires. Il nous rappelle que dans les faits les gains de productivité ont plutôt tendance à stagner, voire à diminuer dans les pays développés, ou en voie de développement. Imposer un revenu réellement décent, c'est-à-dire différent de l'aumône, requiert un rapport de force contre la classe capitaliste au moins aussi élevé que l'obtention d'une répartition égalitaire du temps de travail entre tous. La crise économique est trop aiguësée pour que la classe dominante s'autorise des zones de no man's land dans la guerre qui l'oppose au travail. Dès lors, la moindre avancée sociale est vécue comme une atteinte insupportable au taux de marge sur les profits. Qu'elle se compte en temps ou en argent.

Quitte à vouloir améliorer concrètement la situation de l'immense majorité, autant ne pas fragmenter nos droits, et hisser à nouveau, haut et fort, l'étendard de la réparation des richesses et du temps de travail. La réduction du temps de travail mérite d'être déterrée de ses cendres et réhabilitée fièrement au sein du mouvement ouvrier, quand bien même son application au rabais, durant la loi Aubry de 2002, effectuée au détriment des embauches et des salaires, a laissé dans la mémoire des travailleurs un si mauvais souvenir qu'il en

aurait presque discrédité l'idée. Récemment, en janvier 2018, le syndicat allemand IG Metall a mené campagne pour une semaine de travail de 28 heures. Même si cette proposition n'est pas lavée des travers de la loi Aubry, elle a au moins le mérite de remettre frontalement le sujet à l'ordre du jour.

Car, à l'heure du chômage de masse, la réduction de travail reste d'une brûlante actualité, ne serait-ce qu'au titre du partage du temps de travail entre tous. La doxa dominante pousse des cris d'orfraie dès que les mots réduction du temps de travail sont prononcés, et continue à présenter, sans être contredite dans les médias, sa logique implacable qui revient à imposer à ceux et celles qui ont un métier de travailler plus longtemps, plus vite, le tout moins payés, au moment même où des millions de personnes sont en quête d'un emploi. S'il faut accroître l'activité, pourquoi la faire reposer sur les mêmes épaules ? Pourquoi ne pas partager le temps de travail entre tous et toutes, en le réduisant massivement à l'intérieur des entreprises, afin que ceux et celles qui sont à l'extérieur puissent enfin bénéficier d'un emploi ? En s'appuyant sur les chiffres officiels, Michel Husson suggère une équation qui devrait faire réfléchir : « En France, la production totale a nécessité 40,2 milliards d'heures de travail en 2014. Le nombre de personnes employées à cette production était de 27,7 millions, soit une durée annuelle du travail égale à 1452 heures de travail [...]. Mais on peut aussi rapporter ce volume de travail à la population active, c'est-à-dire à l'ensemble des personnes en emploi ou au chômage, qui s'élevait à 30,7 millions de personnes, soit 27,7 millions en emploi et 3 millions au chômage. À partir de ces données officielles, on peut ainsi calculer la "durée du travail de plein-emploi" qui serait donc de 1 309 heures par an² ». Soit une réduction du temps de travail de l'ordre de 10 % qui « supprimerait le chômage en France ». C.Q.F.D. En outre, il est de notoriété publique que les recensements autorisés sous-estiment le nombre réel de chômeurs. Lorsqu'on additionne l'ensemble des catégories existantes à Pôle emploi, A, B, C, D et E, ainsi que les dom-toms, sans oublier les radiés en tout genre, le vrai chiffre du chômage en France avoisine bien plutôt les 6 millions de personnes que les 3. Un authentique partage du temps de travail nécessiterait donc une réduction du temps de travail très nettement supérieure à 10 %. De ce point de vue, le « juste chiffre » du temps de travail se situe au seuil qui assure à chacun le droit à l'emploi, quitte à indexer celui-ci régulièrement en fonction du nombre de chômeurs, selon le principe d'une échelle mobile du temps de travail. Ce qui implique une réduction du temps de travail, sans perte de salaire, sans annualisation, avec les embauches correspondantes.

De plus, la réduction du temps de travail n'est pas qu'une manière comptable de pourfendre le chômage, elle est aussi l'esquisse stratégique d'une autre société. En fait, si l'on entend compenser le vol de l'ordre d'une moitié de journée de travail en moyenne que commet le capitaliste au détriment de chaque salarié, avant de coffrer le tout sous forme de plus-value, la nouvelle société devra permettre à chacun de travailler environ moitié moins, afin que les producteurs ne travaillent pour plus personne d'autres qu'eux-mêmes.

La réduction du temps de travail représente autre chose qu'une longue pause de travail. Elle est une invitation à l'épanouissement global, ici et maintenant. Car, le royaume de la liberté commence, en effet, là où finit le temps de l'aliénation capitaliste. Lorsque cesse l'aliénation par le travail salarié en tout premier lieu. La réduction du temps de travail est l'occasion de repenser le travail en tant quel tel. Elle libère potentiellement du temps sur le lieu de travail lui-même, donnant la possibilité matérielle aux travailleurs de se concerter et, donc, potentiellement, de reprendre le contrôle sur leurs activités. Les cadences infernales, le temps horloger, les heures harassantes qui s'accumulent, sont autant d'obstacles qui nous empêchent de penser ce que nous faisons, pourquoi, comment et avec qui. L'abrutissement quotidien par une maîtrise du temps qui nous échappe est une stratégie qui fait partie intégrante de l'acte de domination. Privés de cette emprise, nous avançons à l'aveugle, tels ces « hommes morcelés, déchus et asservis » dont parle Marx en évoquant le statut du travail salarié. L'individu constamment happé par son travail devient prisonnier de sa tâche. Le travail le possède et le dessaisit des moyens de production auxquels il

donne pourtant le jour. Le salarié devient « étranger » à sa réalisation. La division sociale du travail ou la séparation des tâches manuelles et intellectuelles supposent que les travailleurs soient cloués par les aiguilles du temps salarié. À ce stade, la réduction du temps de travail désaliène en ce sens qu'elle offre la possibilité matérielle aux travailleurs de maîtriser leur travail et de décider les enjeux du processus de production et de fabrication auxquels ils participent. « L'homme complet » évoqué par Marx en opposition à l'homme « fragmenté » prend vie à partir de chaque bribe de temps gagnée sur le cycle de l'exploitation. Le temps libéré permet à l'individu de se réaliser dans une multitude de domaines que les contraintes horaires et son rapport exclusif au travail maintenaient hors d'atteinte. Les loisirs, les voyages, les lectures, les activités artistiques, en tant que spectateurs ou acteurs, la détente, le sport, la participation à la gestion économique et politique, la convivialité, une multitude de projets intimes deviennent effectifs et recouvrent alors l'autre réalité du temps quotidien. Dès lors, l'épanouissement individuel n'est plus un vain mot mais une possibilité pratique. Libre à chacun de définir un sens singulier à sa vie, et de penser son existence à travers une relation librement réfléchie aux autres, aux connaissances, à la nature et au monde. Dans une société affranchie des servitudes que génère le salariat, les individus décident de faire plusieurs métiers ou pas au cours de leur vie, ou de ne pas faire, en jouissant de périodes sabbatiques. Ce droit-là diffère du « droit à la paresse » compris comme une stricte manifestation individualiste et isolée, en ce qu'il devient, lui aussi, partageable, au même titre que le travail. Proposée de la sorte, cette opportunité commune s'établit alors en conscience dans le cadre des délibérations collectives, afin de prémunir la communauté de la fracture qui opposerait ceux qui travaillent et ceux qui « paressent ». D'autant que le royaume de la liberté appellera, comme toute organisation sociale, à l'activité de ses membres, à la différence près que ceux-ci ne seront mobilisés que pour des travaux nécessaires à la société et compatibles avec les ressources naturelles à disposition. Le Père Peinard résumait cette société de l'avenir par une formule teintée de sa légendaire gouaille populaire et anarchiste : « Comme dans le passé les travaux continuent de se faire par les ouvriers de la corporation, avec cette différence que leur turbin est vraiment d'utilité et leur profite à eux, en même temps qu'aux autres³ ». Dans la « société de l'avenir » tel que la dénomme le pamphlétaire, le travail sera effectivement profondément bouleversé, car il sera libéré de la servitude salariale, tout autant qu'il devra l'être de la chape de plomb bureaucratique.

La réduction du temps de travail fait office, à ce titre, de clé d'entrée pour une émancipation généralisée, bien au-delà du seuil de l'entreprise. Car, en disposant de plus de temps, nous aurons le loisir de décider et d'arbitrer les choix qui touchent à nos conditions de travail comme à nos conditions de vie. Or, celui qui décide est souvent celui qui possède. Si l'humanité, parce qu'elle en a désormais le temps, est placée en situation d'établir le devis collectif de ses besoins sociaux afin de fixer, en amont, la production espérée à la hauteur du strict nécessaire, pour respecter les conditions de son environnement, le logiciel de l'économie de marché devient d'emblée piraté. Car, celui-ci est formaté pour produire d'abord et avant tout et n'envisager l'attribution des ressources qu'après coup selon la loi chaotique de l'offre et de la demande, générant ainsi du gaspillage, de la surproduction, de la misère ainsi que des dégâts environnementaux irréparables. La réduction drastique du temps de travail est une condition sine qua non d'une délibération collective permanente qui permette de débattre de la demande sociale en fonction des enjeux écologiques, en termes d'épuisement des ressources naturelles et de réchauffement climatique notamment. Elle maintient ouverte la possibilité pour l'humanité de penser une relation harmonieuse avec l'univers naturel qui l'entoure. Elle préside le temps d'une planification écosocialiste et démocratique de l'économie. Car, la réduction du temps de travail implique aussi une rupture avec le modèle productiviste et consumériste sous toutes ses formes. Elle est contradictoire avec l'aliénation marchande qui domine non seulement l'économie mais aussi la société tout entière. Elle est le grain de sable qui grippe les rouages du cycle hypnotisant « métro-boulot-dodo ». Elle nous donne

la possibilité de briser la dualité producteur/consommateur qui dédouble les individus au sein du système capitaliste et de recouvrir notre unicité et notre cohérence. Car l'homme a besoin de temps pour se « compléter ». Et les femmes de temps authentiquement libre et partagé pour se réaliser. La dimension féministe de la réduction du temps de travail est essentielle car l'offensive libérale qui pousse les salariés à travailler plus longtemps masque la portée de ce mouvement en réduisant, de force cette fois-ci, le temps de travail pour une partie d'entre eux, plus exactement d'entre elles. 80 % des temps partiels sont occupés par des femmes, et ils sont imposés la plupart des fois. À telle enseigne que presque un tiers des femmes, 31 %, travaillent à temps partiel en France. Or, comme le disent Michel Husson et Stéphanie Treillet : « Le temps partiel renforce les normes de partage inégalitaires des tâches domestiques et parentales, et le regard social du salaire des femmes comme salaire d'appoint. Des études sociologiques montrent que le passage à temps partiel des femmes fait reculer la (faible) participation des hommes à ces tâches dans le ménage⁴. » Que vaut l'émancipation des prolétaires si les « prolétaires des prolétaires », les femmes, restent prises au piège d'un ordre patriarcal ?

Au final, la réduction du temps de travail est un moyen concret et puissant pour construire un type d'organisation social radicalement différent. Une société qui ne nous condamnerait pas à être des hommes et des femmes « pressés », mais des individus disposant de temps pour s'épanouir, réfléchir à la marche du monde ainsi qu'aux moyens que celui-ci nous survive, tout en prenant soin des nôtres, des plus jeunes aux plus anciens. Un monde de l'être plutôt que de l'avoir. Bref, un univers où le mot solidarité ne disparaît pas dans le sablier du temps.

-
- [1.](#) Michel Husson, « Le monde merveilleux du revenu universel », *À l'encontre*, 22 décembre 2016.
 - [2.](#) Michel Husson, « Pourquoi et comment réduire le temps de travail », *Contretemps*, 2 juillet 2016.
 - [3.](#) Le Père Peinard, « Faramineuse consultation sur l'avenir », 1896.
 - [4.](#) Michel Husson et Stéphanie Treillet, « La réduction du temps de travail : un combat central d'actualité », *Contretemps*, n° 20, 2014.

Iségoria (fable)

« *Cámaro*, réveille-toi, c'est le terminus ! » Fait rare en ces lieux, l'homme murmura ces mots à son oreille comme s'il prenait soin de l'extraire doucement de ses songes. Il entrouvrit un œil, ses lèvres ne parvinrent pas à remercier le bon samaritain grâce auquel il s'évitait un aller et retour non programmé. Il l'observa un bref instant et jugea que l'homme était bizarrement attifé. Quelle sorte de mode pouvait bien avoir inspiré un tel accoutrement ? Un ensemble soigneusement dépareillé, franchement inimitable. L'ange gardien avait dû deviner ses pensées car il lui lança : « Elles te plaisent, mes fringues ? Je sors de la coopérative de création et de fabrication, où j'ai consacré beaucoup de temps à les dessiner avant de les confectionner. Des *cámaros* m'ont aidé, et, ma foi, je suis content de moi. Allez, lève-toi avant que la navette ne parte à l'entrepôt et hâte-toi car il est tard. J'espère que tu n'habites pas trop loin ! » Comblé par sa bonne action, le styliste en herbe s'éloigna et disparut.

Lui se leva péniblement et descendit de la rame en titubant légèrement. Le wagon lui paraissait confortable, bien entretenu, et l'odeur plus agréable que d'ordinaire. Aucun claquement de portes ni autres crissements de roues contre les rails ne vint agresser ses tympans ; il crut distinguer le son discret d'une musique d'ambiance tandis que le train s'engouffrait dans le tunnel. Mais où diable se trouvait-il ? Le nom de la station était drôlement calligraphié. La plaque était ornée d'une inscription à but pédagogique qu'il ne prit pas le temps de lire, il avait une correspondance à prendre avant de gagner sa lointaine banlieue, puis il aurait encore un bus à attraper, s'il y en avait encore un à cette heure avancée. Il sortit son portable de sa poche : pas de réseau. Le panneau d'information le renseigna sur l'heure : il était minuit quarante-cinq, c'est-à-dire bien trop tard, le dernier train était parti depuis longtemps. Pas de veine. Son visage se contracta à la perspective de faire une énième virée improvisée dans la capitale.

Comment avait-il pu s'assoupir aussi longtemps ? Pourtant, il aurait juré être entré dans le métro aux alentours de 23 heures, immédiatement après avoir quitté l'assemblée générale quotidienne du mouvement social qui paralysait la capitale depuis plusieurs semaines contre le décret gouvernemental prévoyant de supprimer la notion de durée légale du travail. Les débats avaient été passionnants mais harassants : de longues heures à réfléchir sur la question du travail dans une salle pleine à craquer où l'on peinait à respirer. Certains échanges avaient été vifs, notamment entre des intermittents du spectacle et un groupe de syndicalistes dont l'usine avait récemment fermé ses portes, avant de virer au dialogue de sourds. La discussion s'était éternisée. Lui estimait que chaque groupe avait un peu raison. Il reconnaissait que se faire licencier d'une entreprise à qui on a tout donné pendant des années, sa force, son temps, était une grande violence. Le droit au travail était inaliénable et c'est ce qu'il voulait défendre. En temps qu'intermittaire, il voyait aussi d'un bon œil le droit à l'intermittence, et pas exclusivement dans le domaine du spectacle. Le travail à plein-temps, au cours d'une vie, n'était sûrement pas une fin en soi et du reste, il

partageait l'adage selon lequel « il ne faut pas perdre sa vie à la gagner ». Toujours est-il que ce soir, leurs palabres l'avaient littéralement épuisé, d'autant que les militants avaient toujours la fâcheuse habitude de disséquer le plus petit détail, allant jusqu'à pinailler sur les virgules. Lui n'était pas un militant mais il était en accord avec les idées soutenues par la mobilisation sociale, à laquelle il participait depuis trois mois. Il était de toutes les manifestations, marches, actions et occupations. Ses nuits, nettement raccourcies, expliquaient ses fréquentes somnolences dans le métro et ses errances dans les rues assombries de Paris. Car, même s'il le regrettait, la lutte se concentrait dans la capitale, le périphérique demeurant l'éternelle frontière qui sépare le centre de sa banlieue.

Il se mit à marcher en direction de la sortie, mais sans énergie. Une sensation déplaisante le bridait comme si sa perception lui jouait des tours. Ses points de repère lui faisaient défaut, ses sens l'alertaient sur la présence d'éléments inhabituels que son œil peinait cependant à identifier dans cet environnement familier. Était-ce ces tableaux, fresques et peintures murales qui tapissaient le couloir ? Il remarqua qu'il n'y avait plus aucune affiche ni panneau publicitaire sur les murs. Les quelques noctambules qu'il croisait sur son chemin tranchaient eux aussi par leur apparence. Drôlement accoutrés, ils se saluaient en souriant. Il se frotta les yeux déjà rougis par la fatigue, il n'avait rien bu ni fumé, se pouvait-il qu'il rêve encore ? Sa tête endolorie était sur le point d'exploser. Il tenta de se calmer. Une fois dehors, au contact de l'air frais, il retrouverait ses esprits. Puis il irait à l'hôtel le plus proche de la gare pour prendre un peu de repos, et tant pis s'il devait y laisser un billet.

Hélas, l'air suffocant qui le cueillit hors de la station accentua encore sa migraine. C'est à peine s'il distinguait les silhouettes qui se déplaçaient, discutaient et riaient autour de lui. En revanche, il y avait beaucoup moins de voitures que d'habitude. Il accéléra le pas en direction de la première enseigne hôtelière. Il était grand temps d'aller se coucher, il y verrait plus clair demain.

Il poussa une lourde porte en verre. L'homme à l'accueil abandonna aussitôt sa lecture et s'adressa à lui d'un ton chaleureux : « Salut *cámaro*, c'est moi qui suis de garde ce soir, il te faut une chambre ? » Celui-ci devait fréquenter les mêmes boutiques que le styliste du métro. Cette collection ne ressemblait à rien de connu, mélange harmonieux de couleurs singulières, le tout taillé en finesse et sur mesures. Un style original, sans être excentrique. Son regard glissa sur les pieds du réceptionniste. Il était un fou de baskets, un péché mignon qui appelait chez lui un dernier réflexe consumériste – assumé face à l'intransigeance des militants « No logo ! ». Le tissu anthracite était robuste et souple à la fois, la ligne élancée, les semelles élégantes et confortables. Pas de marque apparente. Lui qui était incollable dans le domaine, il s'étonna de ne pas reconnaître ce modèle qui détonnait tant il était personnalisé. « Elles te plaisent ? C'est ma grande fierté, j'ai passé des jours à les confectionner à la coopérative. » Il hocha faiblement la tête ; cette soirée était décidément placée sous le signe des rencontres improbables. Son hôte l'entraîna : « Il me reste une chambre au deuxième étage, je t'y conduis. »

Lorsque la porte s'ouvrit sur la vaste pièce, un trouble l'envahit. Aménagée avec confort et goût, dotée d'une moquette épaisse, d'un grand lit carré, d'une bibliothèque remplie d'ouvrages reliés et d'un lecteur de musique haute technologie, la chambre affichait un grand standing. Le malaise en lui s'amplifia. Elle devait être hors de prix. Comment allait-il exposer le problème à son hôte sans passer pour le fauché qu'il était ? Il se fit violence et avoua sa situation ; l'employé partit dans un long fou rire. « Le prix, quel prix ? Mais tu sors d'où ? Avec ton look délicieusement dépassé, je me demande de quelle contrée tu viens, *cámaro* voyageur, en tout cas, de sacrément loin ! Mon arrière-grand-père est la dernière personne qui me parlait du temps où l'on payait l'hôtel. À croire que tu viens du passé ? ! » dit-il avec un clin d'œil. « Non, il n'y a rien à régler, en revanche demain matin, tu remets tout en ordre, tu fais rapidement le ménage, le matériel est rangé ici, tu descends les draps et les serviettes que tu as utilisées au sous-sol, où se trouvent les machines à

laver. Viens, je te montre la salle de bains commune. Nous venons de mettre notre relais-voyageurs de quartier aux normes requises par l'Assemblée mondiale en faveur du partage de l'eau. On rationne, on rationalise, comme tu le sais, enfin si l'information est parvenue jusque chez toi ! » pouffa-t-il à nouveau.

La salle de bains était spacieuse, brillante de propreté, la douche ressemblait à celles qu'on voyait dans les publicités vantant le charme des palaces. Il réalisait à peine ce qui lui arrivait que son ange gardien avait déjà disparu après lui avoir souhaité une bonne nuit. L'endroit était silencieux et il n'y avait plus personne à l'accueil. Manifestement, ici on ne redoutait pas le vol ni les squatters. Exténué, il remonta dans sa chambre et se glissa sous des draps de lin parfumés et s'endormit.

Au matin il se réveilla apaisé, persuadé que tout ceci n'avait été qu'un rêve. Il lui fallut pourtant se rendre à l'évidence : il était toujours dans ce monde inconnu de la veille. La chambre était à l'identique, l'endroit beau et surprenant. Se rappelant les recommandations du gardien, il fit un rapide ménage avant de s'attarder dans la salle de bains cinq étoiles, bien que collective. Il descendit le linge selon la consigne et passa devant la réception où personne ne l'attendait pour lui réclamer de régler sa note. S'agissait-il d'une mauvaise farce ? Il détailla le comptoir, puis le hall. Une affiche habillait tout un mur, annonçant un Congrès international d'Iségoria en juin 2058. Le panneau s'apparentait plus à une œuvre d'art qu'à un support de communication. La date de juin 2058 lui sembla farfelue mais il ne chercha aucune explication. D'un pas hésitant et prenant garde à ce que personne ne l'aperçoive, car il restait persuadé de resquiller, il se fit violence et sortit. En l'espace de quelques minutes seulement, il avait rejoint la gare.

Là, il aurait juré s'être trompé d'endroit. Tout semblait à sa place habituelle, le hall, les quais, les voies, rien n'avait bougé, mais l'ensemble était singulièrement différent. Les lieux étaient spacieux, plaisants, étrangement peu fréquentés. C'est comme si en une nuit la gare était devenue accueillante et fonctionnelle. En revanche, pour qui voulait acheter un billet au distributeur, c'était une autre histoire ! Et pour cause : ils étaient introuvables. Résigné, accablé à l'avance par la foule qui l'attendait à coup sûr au guichet, il se mit en quête d'une file d'attente. Rapidement, il repéra un guichet ouvert et disponible – deux critères statistiquement improbables à l'accoutumée – auquel il se présenta sans réclamer son reste. C'était peut-être son jour de chance. « Bonjour, *cámaro*, on peut te renseigner ? » lui entonna la voix avenante d'un agent, qui n'était pas brouillée des habituelles intonations de robots produites d'ordinaire par le plexiglas. D'abord incrédule, puis perplexe, il se laissa convaincre par les arguments du cheminot qui lui expliquait que, non, il n'y avait pas de distributeurs puisqu'il n'y avait pas de billets, compte tenu du fait que le train était gratuit depuis longtemps maintenant et que, oui, sa ligne était désormais assurée tous les quarts d'heure et non plus toutes les heures. Dans quel pays, à quelle époque se trouvait-il propulsé ? Décontenancé, il renonça à plus d'éclaircissements. Au fond, il préférerait secrètement profiter de ces instants extraordinaires. Les passants le saluaient poliment, jetant un œil par-dessus leur épaule pour l'observer encore. Il se mit alors à douter de son propre style.

Banlieusard, enfant d'immigrés, il savait la sensation d'être épié et il avait fini par apprendre à vivre et à grandir avec le regard de l'autre. Ici et maintenant, sans pouvoir dire exactement pourquoi, il ne voyait dans le regard des autres aucune hostilité, même refoulée, juste une sorte de curiosité bienveillante à son passage. Il se détendit et décida de profiter d'une terrasse et où il commanderait un petit-déjeuner bien mérité avant de rentrer chez lui.

Il déambula vers les quais de Seine et comprit très vite qu'il avait perdu son chemin. Son cœur se mit à battre plus rapidement. Cette fois, il en était certain, il était là et ailleurs à la fois, le paysage s'était largement transformé, comme cette chaussée traditionnellement encombrée de voitures qui s'était volatilisée. À la place, un sous-bois enchanteur, peuplé

de papillons, d'oiseaux, d'abeilles et même de lézards, bordait le fleuve. Des chemins de traverse offraient des balades aux piétons. Habituellement, dans une capitale, et qui plus est à proximité d'une gare, la marche est un véritable sport de combat. Il faut savoir slalomer entre tous, sans se toucher, ou se frôler à peine, apprendre à dépasser frénétiquement ses semblables, la plupart du temps sans raison particulière. Il est tout aussi vital d'esquiver les voitures en traversant hors des passages balisés, lorsqu'on est toujours au plus pressé. Là, la force invisible qui pousse communément à courir dans les rues ne produisait aucun effet sur les badauds, comme si le temps et l'espace avaient été paramétrés selon une configuration observée nulle part ailleurs. D'un côté du sous-bois, des groupes s'étaient formés et avaient l'air d'avoir des discussions passionnées, de l'autre, les terrasses clairsemées étaient calmes, réservées à quelques rêveurs absorbés dans leurs lectures. Il s'aventura plus loin et aperçut une petite foule autour d'un binôme improvisé, une cantatrice à la voix claire et un slameur au débit saccadé, accompagnés d'un violoncelliste et d'un DJ. Non loin d'eux, une piste de danse, un bal musette, une démonstration de hip-hop, un concours d'éloquence, des lectures de textes, des joutes poétiques, des grapheurs concentrés sur leur fresque. Mais quel événement fêtaient-ils ? Était-ce un jour férié ou bien est-ce que personne ne travaillait jamais dans cette cité-festival ?

Parvenu sur les bords de la Seine, un cortège de bateaux miniatures, version haute technologie, évoluait sur le fleuve dans l'indifférence notable des passants. Il se frotta les yeux à plusieurs reprises, il ne rêvait pas ; quelques nageurs entouraient les embarcations sans que personne ne s'en étonne. À y regarder de plus près, plusieurs dizaines de pédalos électriques à quatre places capitonnées, entièrement recouverts d'habitacles transparents, encerclés de panneaux solaires discrets, avançaient à vive allure et silencieusement. Aucun des passagers ne paraissait authentiquement pédaler, ou alors très peu. Chaque pédalo suivait sa trajectoire. Il ne s'agissait donc pas d'une course. L'un de ces véhicules du futur s'approcha du ponton où il se tenait. Un homme, seul à bord, au visage fin et enjoué, l'apostropha promptement : « Je t'emmène quelque part, *cámaro* ? »

Il tenta de masquer sa sidération et répondit le plus normalement à cet hurluberlu qui, il en était sûr, était en train de se payer sa tête : « Non merci, je ne fais que regarder ! »

– Excuse-moi l'ami, comme tu es posté à la station, je pensais que tu attendais qu'on te prenne. Je vais à l'île de la Cité, ça te dit ?

– Vous vous déplacez comme ça sur la Seine ? Vous vous moquez de moi. Vous faites une démarche commerciale pour un nouveau produit ? Au moins, on peut dire que vous avez le sens de l'accroche ! » lança-t-il, comprenant qu'il avait tout faux en même temps qu'il parlait.

– Mais d'où viens-tu, *cámaro* ?

– Je suis d'ici, comme vous », répondit-il, espérant couper court à cette remarque qu'il finissait par trouver désobligeante.

Le skipper prit un air dubitatif :

« C'est qu'avec ton accoutrement, j'aurais parié que tu venais d'une autre galaxie, la dernière fois que j'ai vu de telles frusques, c'était dans un livre d'histoire. »

Lui tenta de changer de sujet :

« Et votre bolide électrique, c'est un prototype ou il est à vous ? »

– À moi ? Tu as bu, l'ami ? Évidemment non, comme tous les autres, il appartient à la commune. Que voudrais-tu que j'en fasse toute la journée ? Je ne passe pas mes journées à me déplacer ! lâcha-t-il en souriant. D'ailleurs, je comptais le déposer au dépôt de la Cité, histoire que les techniciens y jettent un œil, j'ai l'impression qu'un panneau dysfonctionne légèrement. Accompagne-moi, puis garde-le si tu veux ! »

Sa bouche parla plus vite que son cerveau :

« C'est d'accord. »

Était-ce la curiosité, l'envie pressante de vérifier l'étrange impression qui le gagnait à chaque étape d'avoir voyagé dans le temps ?

Il monta à bord.

Dans le plus grand confort, et sans autre bruit que le clapotis des vaguelettes contre la coque, ils arrimèrent à l'île de la Cité en quelques minutes à peine.

« On arrive juste à l'heure de l'assemblée générale du matin », lui annonça son pilote.

Dans l'entrepôt des pédalos électriques un attroupement d'une centaine de personnes, des travailleurs, des techniciens, des ingénieurs, des administratifs et des ouvriers se trouvaient assemblés. Tout au fond du bâtiment, des rires d'enfants attirèrent son attention. Des animateurs les encadraient dans un espace aménagé en garderie. « Ils ont les moyens ici ! fit-il remarquer au conducteur.

– Ce sont des parents volontaires et des travailleurs de la boîte qui s'occupent d'eux, *cámaro*, payés sur leur temps de travail ! »

Une femme, aux yeux pétillants et rieurs, s'avança vers eux :

« Bonjour les *cámaro*, vous êtes les bienvenus.

– Merci ! Alors, il y a du grabuge dans l'air ? dit-il en jetant un œil empli de connivence en direction de l'assemblée.

– Non, nous tenons notre AG quotidienne pour débattre des questions d'organisation et de fabrication ! Comme cela se fait partout, cette bonne blague ! »

Surpris par une telle assiduité, la question lui brûla les lèvres.

« Tout le monde participe ?

– Non, *cámaro*, la majorité est présente, mais beaucoup manquent à l'appel !

– Ah, il y a des réfractaires, comme toujours ! lâcha-t-il. »

Pour une fois, il ne sentait pas dépaysé.

« Loin de là. Onze de nos jeunes participent à un tournoi de foot régional amical, quelques anciens se sont réunis pour une partie de pétanque. Il y a aussi des artistes, musiciens, peintres, graffeurs, slameurs et poètes détachés pour leur permettre d'achever leurs créations. »

Elle marqua une pause, avant de reprendre :

« Sans oublier les deux ou trois couples qui traînent encore au lit... D'autres cultivent les jardins collectifs de la ville, lesquels, par chance, continuent de se développer. C'est de cette manière que nous assurerons la souveraineté alimentaire optimum, comme nous y incite le plan écosocialiste élaboré lors du dernier Congrès mondial d'Iségoria... »

Il tenta de percer une lueur de folie douce dans l'œil de son interlocutrice mais comprit qu'elle ne plaisantait pas.

Elle poursuivit au contraire, imperturbable :

« Que peut-on faire contre l'absentéisme ? La démocratie participative implique le droit de s'abstenir après tout. Bon nombre d'entre eux finissent par revenir, pendant que d'autres prennent un malin plaisir à les relayer. Au final, ça tourne, et sur le temps nous avons constaté qu'un noyau solide ne rate jamais l'AG et que le quorum majoritaire est systématiquement atteint. »

Il ne voulait pas jouer le réactionnaire de service ou provoquer plus qu'il n'en faut cette énergomène mais ne put refréner une question désobligeante :

« Vous travaillez donc pour ceux qui ne font rien ?

– Tu débarques de l'espace, *cámaro* ? »

Embarrassé, il expliqua :

« Je viens d'un pays lointain, où les choses n'ont pas changé.

– Je vois, lui répondit la déléguée, perplexe. Ici, tout est comptabilisé sur le temps de travail. Depuis qu'il a été réduit à vingt-deux heures par semaine, il n'y a plus de chômage, ceux qui ne s'activent pas agissent en conscience au titre du droit à la paresse, mais ils demeurent minoritaires. Certains travaillent trois ou quatre heures par jour, le matin ou l'après-midi, d'autres des jours pleins pour profiter pleinement du restant de la semaine, d'autres s'organisent à l'année. Techniquement, les emplois du temps ne sont pas simples à établir et parfois des tensions peuvent apparaître, mais jusqu'à présent nous avons su dénouer les problèmes collectivement. Sur ce terrain, nous évitons les votes en AG. Un premier débat a lieu puis, si une minorité insatisfaite s'exprime, nous créons un groupe de travail pour aplanir et trouver un terrain d'entente. Une seconde AG s'ensuit en vue d'une nouvelle conciliation, à laquelle peut succéder un ultime groupe de travail au besoin. Le vote n'intervient qu'à la troisième AG si nécessaire. »

En son for intérieur il devinait l'effet que sa remarque allait produire mais il ne put s'empêcher de demander :

« Et le patron, il ne dit rien ? »

Après avoir échangé un regard complice, la déléguée et le guide partirent dans un fou rire :

« *Cámaro*, soit ton sens de l'humour mérite un spectacle, soit, définitivement, tu viens du passé ! Nous avons réglé la question des patrons depuis au moins vingt ans et nos affaires ne tournent pas moins bien ! »

Un brin vexé, il entreprit d'orienter la discussion sur un autre sujet :

« Et vous allez me dire aussi que vous gagnez tous la même chose ? »

Le malaise venait de changer de camp. La déléguée prit un air grave mais ne se déroba pas :

« L'écart de revenus est compris dans une échelle de un à trois. Elle était de un à cinq, il y a quatre ans. Cela étant, les tâches, les positions et les postes de coordination sont désignés en AG. Les mandataires qui sont élus sont révocables à tout moment, en cas de dérive autoritaire notamment, ce qui est arrivé plus d'une fois. Ils ne sont éligibles que le temps de deux mandats. La convergence des revenus prend du temps et les habitudes sont tenaces. Sache mon ami que nous parlons de sommes qui n'ont cependant plus rien à voir avec celles du temps dont tu sembles venir. La gratuité ayant été généralisée à la quasi-totalité des besoins essentiels, l'argent a été réduit à sa plus simple expression. De quoi satisfaire nos achats sur les marchés « producteurs-consommateurs » que les paysans ont démultipliés, ou pour les vêtements, les voyages... Il est temps que je vous laisse, on me fait signe, l'AG débute... »

Il vit alors au cœur de l'assemblée qui s'était formée deux jeunes hommes se faire face avant d'entamer une *battle* de rap. Son guide le tira discrètement par le bras pour lui signifier qu'il était temps de laisser les travailleurs à leur délibération.

Tandis qu'ils quittaient les lieux, des clameurs et des applaudissements montèrent de l'assemblée et résonnèrent dans tout le bâtiment.

« Moi, *cámaro*, je suis arrivé à destination, je dois me rendre au palais de l'Association de l'Art et de l'Émancipation qui se trouve juste à côté car j'ai un projet à boucler ! Ça te dit de m'accompagner ? »

Il n'était plus à quelques heures près, au point où il en était. De plus, tout en lui le

prévenait que cette journée, déjà mémorable, augurait encore bien des surprises.

« Pourquoi pas ? Je n'en avais jamais entendu parler. Ça se trouve où ? demanda-t-il innocemment.

– Eh bien dans l'ancien palais de justice, pardi. Si tu viens vraiment du passé, tu as dû faire un sacré voyage dans le temps, rétorqua son guide en se retenant de rire trop fort cette fois, pour ne pas chiffonner ce visiteur qu'il trouvait tellement décalé, et finalement attachant.

– L'ancien et le nouveau palais de justice ont été récupérés et dédiés à l'art depuis belle lurette. Il faut dire qu'on manque franchement d'espace compte tenu du nombre d'adhérents que nous sommes ! »

À quelle nouvelle révélation invraisemblable fallait-il qu'il s'attende ?

« Pourquoi, vous êtes combien ?

– 200 000, rien que dans l'agglomération parisienne !

– C'est impossible !

– À la suite de la réduction du temps de travail à une demi-journée, une demi-semaine ou une demi-année, l'art ainsi que le sport se sont considérablement développés. L'éducation artistique a largement contribué à ce succès spectaculaire. Du coup, il nous faut repousser les murs pour accueillir tous les artistes en herbe !

– Ah ? Et quelle est la pratique artistique la plus populaire ?

– La musique ! On apprend à jouer des instruments, à interpréter, chanter, à poser et à mixer nous-mêmes nos productions. Nous avons une pléiade de collectifs et d'artistes solo. Du rap, du rock, de l'opéra, du slam, de la musique classique, des chœurs. On joue dans des clubs, des usines, des écoles, des théâtres, et bien sûr dans la rue. C'est formidable, même si parfois des conflits peuvent surgir du fait de la pollution sonore !

– Tu m'étonnes, la fête de la musique tous les soirs, le voisinage doit être content !

– C'est pour cela que nous avons mis en place des conseils de résolution des conflits qui réunissent, le cas échéant, délégations d'artistes et d'habitants, mandatés, parfois tirés au sort. Ces structures font office de médiation. À de rares exceptions près, ça fonctionne.

– Et mis à part la musique ?

– Il existe une constellation d'activités artistiques, *cámaro*, tu n'imagines pas l'imagination et le sens de la création qui sommeillent en nous et se réveillent une fois notre esprit libéré du surtravail. Théâtre, danse, poésie, sculpture, arts graphiques... Les murs des métros sont maintenant à la disposition des artistes, et à chaque fin de mois, les usagers sont invités à choisir parmi les fresques exposées pour les rapporter chez eux s'ils le souhaitent. Une multitude de manifestations ont lieu en permanence, accessibles à tous. L'année prochaine, en mai, nous organisons un événement qui s'annonce enthousiasmant, auquel devraient participer des centaines de milliers de personnes. Il s'agit de la commémoration de la seconde démolition de la colonne Vendôme. Les Communards, en 1871, il y a longtemps, avaient démonté cette colonne dans le but assumé de mettre à bas ce symbole de guerre impérial. Nous avons eu le débat. Il était compliqué, car lorsque tu commences à vouloir effacer la culture du passé, tu sais comment et quand cela commence, tu ne sais pas jusqu'où cela va aller et quand cela va s'arrêter. Et puisque, comme le disait Walter Benjamin, « chaque monument de culture est un monument de barbarie », la tâche de destruction, elle aussi, s'annonce monumentale. Aussi une majorité a-t-elle opté pour une « démolition artistique », en détournant cette création initialement conçue à la gloire des puissants, en œuvre irrévérencieuse à leur égard. La colonne, une fois démontée, restera donc à terre, comme preuve de son existence révolue et de son abdication politique. Picasso disait que « tout acte de création est d'abord un acte de destruction ». Il existe tant de projets, d'initiatives et de mobilisations qu'il me faudrait des heures pour t'en parler. Il

y a, par exemple, une exposition passionnante en ce moment même en l'honneur du poète français Lautréamont. Elle se tient au musée Louise-Michel, que nous avons sciemment installé au Sacré-Cœur, il y a plusieurs années, afin de rendre symboliquement aux révolutionnaires de 1871 ce bâtiment que les Versaillais avaient fait ériger pour « expier le sort de la Commune auprès de Dieu ». Si tu vas la visiter, tu liras ces mots de Lautréamont qui m'ont particulièrement marqué : « La poésie doit être faite par tous. » Je crois qu'Iségoria a étendu ce principe à l'ensemble des domaines artistiques.

– Iségoria ?

– Oui, c'est le nom du congrès annuel. Nous l'avons baptisé ainsi il y a vingt ans, reprenant le principe de la démocratie athénienne qui garantit l'égalité de parole entre tous devant l'assemblée qui décide. Notre société a enfin compris que l'égalité authentique dans le domaine de la parole collective suppose la suppression des inégalités sociales ainsi que la réduction du temps de travail pour permettre à chacun de s'exprimer. Ici, nous décidons le maximum de choses localement et déléguons à l'échelle supérieure les compétences qui ont trait à la coordination des projets économiques, écologiques ou culturels. Nos mandataires se rassemblent alors en congrès aux niveaux régional, national, continental et mondial. Tout a commencé en 2037, à la suite de l'immense famine qui a décimé les quatre coins du globe.

– Une famine en 2037 ? Due à quoi ?

– Ami, je vais vraiment finir par penser que tu es réellement un voyageur du passé. Tu parles et t'habilles comme les plus anciens de nos anciens. La grande famine a fait suite à la faillite de la multinationale de l'agroalimentaire Consortio. Cette dernière avait acquis une position de monopole international depuis plusieurs années, et réussi à imposer à tous les paysans du monde une semence génétiquement modifiée, non reproductible. La multinationale avait obtenu l'accord des différents États de faire condamner à de lourdes peines toute culture individuelle ou collective échappant à son diktat. Aux termes de difficultés économiques liées à ses cotations en bourse et dans le plus grand secret, la multinationale a organisé une spéculation à la hausse sur ses semences, stockant des millions de tonnes d'une nouvelle gamme de graines dans le but de les imposer au marché à un prix encore plus élevé. Juste avant, la firme avait organisé le manque puis la pénurie. Or, sans que l'on sache comment, avec le temps, ces graines se sont avérées définitivement inutilisables. Ce fut l'annonce et le début d'une catastrophe alimentaire à très grande échelle. Le délai nécessaire à la relance de l'ancienne production, dans des proportions suffisantes pour que l'agriculture mondiale puisse nourrir la population, de l'aveu de la multinationale, laissait présager une période de famine de deux ans. Une crise agricole mondiale s'en est suivie, et à son tour l'élevage fit faillite. Les produits de substitution nutritifs mis en place dans l'urgence par les États furent rapidement épuisés et la famine se propagea, y compris dans les pays les plus riches. Jusqu'au jour où ce qui était encore supportable la veille ne le fut plus pour personne le lendemain. Des villages entiers furent décimés par la faim, les images de l'agonie tournaient en boucle sur tous les écrans, provoquant en maints endroits le soulèvement de la population. Un jour, les gouvernements ont invité tous les peuples à se recueillir, durant une minute de silence. La minute écoulée, un immense mouvement de désobéissance spontané prit les pouvoirs de court. Sans consignes, sans préméditation, personne n'eut le cœur à reprendre sa vie d'avant. Ainsi la minute dura deux minutes, puis cinq, puis dix et ce fut une heure qui s'écoula sans bruit. Personne n'a bougé pendant de longues heures. Puis à la nuit tombée, des manifestations gigantesques se sont formées sur tous les continents, accompagnées d'émeutes, les gens avaient faim, et même de pillages.

– Il y a eu une révolution ?

– On peut appeler ça comme ça, *cámaro*. Elle a duré quatre ans en tout. Ce premier jour de révolte a peu à peu suscité d'autres revendications et c'est comme ça qu'une réduction conséquente du temps de travail a débuté en Europe et s'est développée comme une traînée

de poudre dans les autres parties du monde. Cette lutte s'était inspirée du mouvement féministe qui avait lancé, il y a longtemps déjà, son mot d'ordre d'arrêt de travail annuel, qui commençait généralement au début du mois de novembre, et qui était fondé sur le calcul selon lequel, si elles étaient payées au même niveau que les hommes à poste égal et compétences égales, les femmes travaillaient gratuitement à partir de cette date jusqu'à la fin de l'année. Cet exemple fut généralisé à la notion de plus-value pour l'ensemble des salariés. Un collectif de syndicalistes et d'économistes proposa de « cesser le travail à l'heure où s'arrête la fiche de paie ». D'après leurs estimations, le différentiel existant entre la somme de la valeur ajoutée donnée aux biens et aux services grâce au travail des salariés et le montant du salaire que ces derniers perçoivent signifiait que le monde du travail donnait, en moyenne, une demi-journée bénévole aux employeurs. Ce mouvement qui réclamait de travailler deux fois moins prit une ampleur internationale, et le conflit dégénéra...

– Comment ça s'est passé ?

– Très mal d'abord, il y a eu des conflits et même des guerres dans quasiment tous les pays. Les classes dirigeantes se sont liguées et, au début, la répression a été féroce. Nous n'étions pas préparés, puis un grand mouvement populaire s'est unifié. Nous avons su résister au prix de sacrifices que je ne souhaite à personne. Nous sommes restés soudés, alors qu'au sommet des États, contre toute attente, les dirigeants ont commencé à se déchirer entre ceux qui voulaient négocier et les jusqu'au-boutistes qui voulaient éradiquer la mobilisation. Je crois bien que nous avons évité la catastrophe nucléaire plus d'une fois.

– Ça s'est résolu comment ?

– Dans les faits, le soulèvement était d'une telle ampleur que l'évidence s'imposait d'elle-même : nous avons gagné. Mais il restait une minorité de plusieurs millions de personnes à l'échelle de la planète, appartenant ou travaillant pour l'ancienne oligarchie, qui refusait de rendre les armes. Nous avons fini par trouver un accord.

– Un protocole d'accord, comme dans une grève ?

– Non, mon ami, on ne peut pas dire cela, car à la différence d'une fin de grève, nous refusons qu'une caste puisse continuer à dominer les peuples. Aussi, à ceux et celles qui ne se soumettaient pas aux nouvelles règles de partage des richesses et de pouvoir entre tous, nous avons laissé un territoire, où nous ne nous mêlons de rien, mais dont nous refusons toute ingérence dans nos affaires. Il existe toujours, c'est une petite parcelle, une trace du passé.

– Une réserve pour les riches ?

– Nomme-la comme tu veux, *cámaro*. Ils vivent selon leurs lois et nous n'y prêtons pour ainsi dire plus attention. Les premières années, ils attiraient quelques ambitieux à eux, car ils jouissaient du pécule personnel qu'ils avaient réussi à conserver, en le cachant le plus souvent. Puis, l'essentiel de leurs richesses provenant de la propriété des secteurs clés de l'économie que nous avons repris en les plaçant cette fois entre les mains de la collectivité, leur butin a fini par fondre comme neige au soleil. Aujourd'hui, des dissensions et des conflits souvent violents les divisent. Leur territoire fait penser à ces châteaux en ruine que certaines vieilles descendances d'aristocrates fauchés persistaient à occuper jadis. Mais je parle trop, nous arrivons au palais, je te laisse découvrir par toi-même... »

Ils franchirent les hautes grilles du palais et, montant les marches lentement, il se souvint des nombreux rassemblements auquel il avait participé pour réclamer la libération de militants inculpés. À l'intérieur du bâtiment, aucun uniforme bleu, aucune robe noire à l'horizon. Le palais de justice était devenu une ruche humaine, ses murs ornés de tableaux. Il foisonnait d'ateliers artistiques détonants. Une démonstration de danse urbaine captiva son attention. Il s'assit sur un banc, toujours aussi inconfortable que dans son souvenir, et ferma les yeux. Il n'avait jamais rien entendu d'aussi prenant. Son esprit s'apaisa et

s'enivra au point qu'il s'assoupit sans opposer aucune résistance.

« Monsieur, il faut vous réveiller là, on est au terminus ! »

La voix qui le tira de ses songes était brusque. Les portes du métro s'ouvrirent bruyamment, agressant ses tympans. Par chance, il réussit à sortir d'un bond, son homme-réveil avait déjà disparu. Il sortit son portable de sa poche. Le réseau était rétabli. Mais cette nouvelle réconfortante fut de courte durée, car il était très tard dans la nuit. Débousolé, il comprit qu'il risquait de rater le dernier train. Un immense placard publicitaire vantant les mérites d'un crédit à taux zéro sous certaines conditions lui faisait face. Que s'était-il donc produit ? Ce rêve semblait tellement réel. Le corps engourdi, il se dirigea d'un pas maladroit dans les couloirs du métro en direction de la gare. Les coups d'épaules dans le métro bondé le harponnaient littéralement, son esprit cherchait à revenir sur terre. Il aurait tant aimé en savoir plus sur ce drôle de monde qui lui manquait déjà. Tandis qu'il pénétrait dans le hall, il aperçut deux jeunes occupés à coller une affiche qui annonçait une manifestation imminente. L'un deux, un cheminot qu'il se souvenait avoir croisé lors d'une précédente assemblée, s'approcha de lui, en lui tendant un tract.

« Demain, on se voit à la manif... *cámaro* ? »